

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

6 mai 2024

PROPOSITION DE LOI**sur la gestation pour autrui**(déposée par M. Robby De Caluwé et consorts)
_____**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

6 mei 2024

WETSVOORSTEL**over de zwangerschap voor anderen**(ingediend door de heer Robby De Caluwé c.s.)
_____**RÉSUMÉ**

La présente proposition de loi vise à donner un cadre légal à la gestation pour autrui en Belgique, à en déterminer les effets juridiques et à instaurer un régime de reconnaissance des gestations pour autrui effectuées à l'étranger.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een wettelijk kader te scheppen voor zwangerschap voor anderen in België, de rechtsgevolgen ervan te bepalen en systeem in te voeren voor de erkenning van zwangerschappen voor anderen in het buitenland.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Désirer avoir des enfants et en avoir a toujours fait partie de la vie, et le désir d'enfant peut être prégnant. Les personnes qui n'ont pas d'enfants, mais qui souhaitent en avoir, doivent faire face à de nombreux obstacles et tabous, même dans une société ouverte d'esprit comme la nôtre. Heureusement pour les personnes concernées, la possibilité d'une adoption existe, même si celle-ci est de plus en plus remise en question, notamment lorsqu'il s'agit d'une adoption internationale. En particulier pour les couples de même sexe ou pour les personnes seules, l'adoption est devenue quasiment impossible. L'adoption n'est toutefois pas une option pour tout le monde. Les personnes qui ont un désir d'enfant inassouvi ou qui rencontrent des problèmes de grossesse peuvent s'adresser à un centre de fécondation pour un traitement en vue d'une fécondation. Les centres belges de fécondation sont renommés mondialement pour leur expertise. Les parents d'intention qui souhaitent avoir un enfant en recourant à une personne porteuse peuvent s'adresser à cinq centres de fécondation en Belgique. Le lien génétique avec l'enfant revêt à leurs yeux une grande importance, outre la possibilité de "vivre" la grossesse. Pour ce groupe particulier, la sécurité juridique n'est toutefois pas encore suffisante.

1. Un désir d'enfant inassouvi

Les personnes qui ont un désir d'enfant inassouvi s'adressent souvent à l'un de nos centres de fécondation. La loi relative à la procréation médicalement assistée (PMA) du 6 juillet 2007 fournit un cadre légal pour tous les traitements de procréation médicalement assistée. Le traitement de fécondation qui n'est toutefois pas réglementé dans cette loi est la gestation pour autrui. Celle-ci n'est pas pour autant interdite en Belgique, mais l'absence d'un cadre légal crée un vide et une grande insécurité juridique, tant pour le ou les parents d'intention que pour la personne porteuse et le futur enfant. Il est dès lors urgent de réglementer légalement la gestation pour autrui de manière à ce qu'elle devienne un traitement de fécondation parmi les autres traitements de procréation médicalement assistée tels que l'insémination artificielle (IA), la fertilisation *in vitro* (FIV) et l'injection intracytoplasmique de spermatozoïdes (ICSI), avec ou non don de gamètes.

La gestation pour autrui peut par conséquent être un choix délibéré pour satisfaire un désir d'enfant inassouvi; les raisons souvent invoquées sont la présence d'un lien génétique entre l'enfant et les parents d'intention ou la possibilité pour ces derniers de vivre la grossesse dés

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Kinderen wensen en krijgen is van alle tijden en een kinderwens kan groot zijn. Wie ongewenst kinderloos is botst op vele drempels en taboes, zelfs in een open en ruimdenkende samenleving zoals de onze. Gelukkig voor hen is er een mogelijkheid voor adoptie al wordt dit, zeker de interlandelijke adoptie, hoe langer hoe meer in vraag gesteld. Vooral voor paren van hetzelfde geslacht of alleenstaanden is adoptie haast onmogelijk geworden. Adoptie is echter niet voor iedereen weggelegd. Die personen met onvervulde kinderwens of zwangerschapsproblemen kunnen terecht in een fertiliteitscentrum voor een fertiliteitsbehandeling. Belgische fertiliteitscentra staan wereldwijd bekend om hun expertise. Ook wensouders die via een draagpersoon een kind wensen, kunnen terecht in vijf Belgische fertiliteitscentra. Voor hen is de genetische band met het kind belangrijk, naast het meebeleven van de zwangerschap. Voor deze uitzonderlijke groep is er echter nog steeds niet voldoende rechtszekerheid.

1. Een onvervulde kinderwens

Wie een onvervulde kinderwens heeft komt vaak terecht in één van onze fertiliteitscentra. De Wet Medisch Begeleide Voortplanting van 6 juli 2007 zorgt voor een wettelijk kader voor alle medisch begeleide voortplantingsbehandelingen. De fertiliteitsbehandeling die echter niet geregeld is in deze wet is het "draagmoederschap". Dit betekent echter niet dat draagmoederschap verboden is in België, wel zorgt het ontbreken van een wettelijk kader voor een vacuüm en veel juridische onzekerheid, zowel voor de wensouder/s, de draagpersoon en ook voor het toekomstige kind. Draagmoederschap moet dan ook dringend wettelijk geregeld worden in die zin dat het een fertiliteitsbehandeling wordt in het geheel van andere medisch begeleide voortplantingsbehandelingen zoals KI (Kunstmatige Inseminatie), IVF (*In-Vitro* Fertilisatie), ICSI (Intracytoplasmatische Sperma Injectie), al dan niet met gameetdonatie.

Draagmoederschap kan bijgevolg een bewuste keuze zijn om een onvervulde kinderwens te vervullen, vaak omdat er dan een genetische band is met de wensouder/s of omdat de zwangerschap van in het begin mee beleefd wordt. Adoptie is bijgevolg geen alternatief voor

le début. L'adoption n'est donc pas une alternative à la gestation pour autrui, contrairement à ce qui est parfois affirmé. En effet, dans le cas de l'adoption, un enfant qui n'a pas de parents ou qui ne peut pas être élevé par eux préexiste. Les personnes qui souhaitent donner à cet enfant des parents, un foyer et une éducation font donc un choix délibéré. L'adoption relève du droit de la protection de la jeunesse.

La gestation pour autrui est d'un tout autre ordre. Un enfant est conçu parce que les parents d'intention ont un désir d'enfant inassouvi et qu'une personne est disposée à porter un enfant pour eux. L'objectif de la gestation pour autrui est dès lors clair: il s'agit de porter un enfant pour "un autre". Sans cette autre personne, sans le désir d'enfant du ou des parents d'intention, le projet de gestation pour autrui n'existerait pas. L'intention de mener une grossesse pour le compte de tiers est donc le point de départ d'un cadre légal sur la gestation pour autrui. L'enfant revient dès la naissance au(x) parent(s) d'intention, y compris sur le plan juridique. Une sécurité juridique existe dès la conception pour les parents d'intention, la personne porteuse et l'enfant. La sécurité juridique est également importante pour la personne porteuse dès lors qu'elle-même n'a pas de désir d'enfant.

2. Grossesse pour le compte d'autrui

2.1. Le rapport du Sénat de décembre 2015

Durant la législature 2015-2016, le Sénat a organisé plusieurs auditions en vue de l'établissement d'un rapport d'information "concernant l'examen des possibilités de créer un régime légal de coparentalité"¹. La problématique de la gestation pour autrui a été approfondie dans le cadre de ces auditions. Plusieurs experts ont été minutieusement auditionnés, et les aspects tant éthiques que psychosociaux, médicaux et juridiques ont été abordés. L'encadrement tel qu'il était alors proposé dans quelques centres de fécondation belges – autrement dit la pratique – a également été passé en revue. Pour la première fois, le législateur a pu se faire une idée de la pratique de la gestation pour autrui et, en dépit d'un enregistrement limité, du nombre de demandes, de traitements ainsi que des résultats obtenus. Le rapport élaboré par le Sénat est un rapport volumineux qui contient de nombreuses informations précieuses. Il présente également les points de vue des différents partis qui prévalaient à l'époque (en décembre 2015). Entre-temps, les esprits ont mûri et un consensus politique peut être trouvé pour réglementer légalement la gestation pour autrui.

¹ Rapport d'information du Sénat sur la «coparentalité», doc. 6-98, 4 décembre 2015.

draagmoederschap zoals weleens wordt beweerd. Bij adoptie is er immers al een kind dat geen ouders heeft of door hen niet opgevoed kan worden, het is dan ook een bewuste keuze voor wie aan dit kind ouders, een thuis en opvoeding wil geven. Adoptie valt onder het jeugdbeschermingsrecht.

Draagmoederschap is van een totaal andere orde, een kind wordt verwekt omdat er wensouder/s zijn met een grote onvervulde kinderwens en er iemand is die dat kind voor hen wil dragen. De intentie van draagmoederschap is dan ook duidelijk: zwanger zijn voor een "ander". Zonder die "ander", zonder de kinderwens van de wensouder/s, is er geen draagmoederschapproject. De intentie van het "zwanger zijn voor anderen" is dan ook het uitgangspunt voor een wettelijk kader voor zwangerschap voor anderen. Het kind komt vanaf de geboorte toe aan de wensouder/s, ook juridisch. Er is rechtszekerheid van bij de conceptie voor de wensouder/s, de draagpersoon en het kind. Ook voor de draagpersoon is die rechtszekerheid belangrijk vermits ze zelf geen kinderwens heeft.

2. Zwanger voor anderen

2.1. Het senaatsverslag van december 2015

De Senaat organiseerde in de zittingsperiode 2015-2016 meerdere hoorzittingen met als doel een informatief verslag op te stellen "...betreffende een onderzoek van de mogelijkheden voor een wettelijke regeling van meeoouderschap."¹ Tijdens deze hoorzittingen werd er dieper ingegaan op de problematiek van het draagmoederschap. Expert en werden uitvoerig gehoord en zowel de ethische, de psychosociale, de medische en de juridische aspecten kwamen aan bod. Ook de begeleiding – de praktijk – zoals op dat moment aangeboden in enkele Belgische fertiliteitscentra werd toegelicht. Voor de eerste keer kreeg de wetgever een inzicht in de praktijk van het draagmoederschap, alsook van de, zij het beperkte registratie, van het aantal aanvragen, behandelingen en resultaten. Het senaatsverslag is een lijvig rapport en bevat veel waardevolle informatie, het bevat tevens de standpunten van de verschillende partijen op dat moment (december 2015). Intussen zijn de geesten gerijpt en is er wel degelijk ook politiek een draagvlak om draagmoederschap wettelijk te regelen.

¹ Informatief verslag "Meeouderschap" in de Senaat, doc 6-98, 4 december 2015

2.2. Le temps venu d'adopter un cadre légal

La gestation pour autrui n'a qu'un objectif, à savoir permettre que l'enfant désiré par les parents d'intention et porté par la personne porteuse soit intégré dans une famille et que cette famille soit celle des parents d'intention. C'est précisément là que réside le problème, en l'absence d'un cadre légal. Les règles en vigueur en matière de droit de la santé, de droit des obligations, de droit de la filiation et de droit international privé ne sont pas adaptées à la spécificité d'une gestation pour autrui et constituent des entraves à la fois pour les parents d'intention, pour la personne porteuse et surtout pour l'enfant. Les parents d'intention veulent vivre la grossesse, même si elle se déroule dans le ventre d'une tierce personne, dans la certitude que l'enfant sera le leur à la naissance. N'ayant elle-même plus de désir d'enfant, la personne porteuse veut également avoir la certitude que les parents d'intention prendront en charge l'enfant quand il sera né. Quant à l'enfant, il est dans son intérêt que la filiation soit établie dès sa naissance en faveur des personnes qui l'ont désiré. Une solution doit également être trouvée pour les nombreuses gestations pour autrui étrangères qui sont réalisées de manière éthique et déontologique et qui correspondent à la vision de la présente proposition de loi. En effet, les gestations pour autrui étrangères ne relèvent pas toutes du "trafic d'enfants".

2.2.1. Pour un cadre légal: une expertise médicale suffisante

Cinq centres de fécondation belges dotés d'une expertise

La gestation pour autrui reste une pratique exceptionnelle en Belgique. Actuellement, il est possible de s'adresser à cinq centres de fécondation qui, outre les traitements "ordinaires", proposent un accompagnement de la gestation pour autrui: l'hôpital de la Citadelle à Liège (1992), le CHU Saint-Pierre à Bruxelles (1997), l'UZ Gent (2004), l'UZ Antwerpen (depuis peu) et l'UZ Brussel (2016). Si on lit les médias, on a l'impression que le nombre de gestations pour autrui augmente. Selon les données limitées dont nous disposons, 33 cas de gestations pour autrui ont été enregistrés et rapportés en Belgique en 2019². La gestation pour autrui est un phénomène relativement exceptionnel. Sur les 30 ans de pratique en Belgique, il y a eu entre 150 et 200 gestations pour autrui dans notre pays. En comparaison, 20.000 cycles de FIV sont menés à terme chaque année dans notre pays.

² Collège de Médecins Médecine de la Reproduction, IVF Report: Belgium 2019, 2021, p. 7.

2.2. Tijd voor een wettelijk kader

Draagmoederschap heeft slecht één doel, ervoor zorgen dat het kind dat gewenst is door de wensouders en gedragen werd door de draagpersoon, geïntegreerd wordt in een gezin en dat gezin is de thuis van de wensouders. Daar ligt nu net het probleem bij een gebrek aan wettelijk kader. De nu geldende regels van gezondheidsrecht, verbintenissenrecht, afstammingsrecht en internationaal privaatrecht zijn niet afgestemd op de eigenheid van een "zwangerschap voor anderen" en leveren belemmeringen voor zowel de wensouders, de draagpersoon en in het bijzonder het kind. Wensouders willen de zwangerschap, al verloopt die in de buik van een ander, beleven in de zekerheid dat het hún kind zal zijn bij de geboorte. Ook de draagpersoon wil de zekerheid dat de wensouders het kind na de geboorte zullen opnemen want er is geen kinderwens meer voor zichzelf. Het kind heeft er baat bij dat de afstamming van bij de geboorte geregeld is in het voordeel van degenen die het kind wensten. Maar ook voor de vele buitenlandse draagmoederschappen, die wél ethisch en deontologisch verantwoord en binnen de visie van het voorliggende wetsvoorstel vallen, moet er een oplossing komen. Niet elk buitenlands draagmoederschap valt immers onder de noemer "kinderhandel".

2.2.1. Voor een wettelijk kader: aan medische expertise geen gebrek

Vijf Belgische fertiliteitscentra met expertise

Draagmoederschap blijft een uitzonderlijke praktijk in België. Momenteel kan men terecht in vijf fertiliteitscentra die naast de "gewone" fertiliteitsbehandelingen ook het "zwanger worden voor een ander" begeleiden: Citadelle Luik (1992), CHU Saint-Pierre Brussel (1997), UZ Gent (2004), UZ Antwerpen (recent) en UZ Brussel (2016). Wie er de media op naleest zal de indruk hebben dat het aantal draagmoederschappen toeneemt. Uit de beperkte gegevens waarover we beschikken blijkt dat er in 2019 in België 33 gevallen van draagmoederschap geregistreerd en gerapporteerd werden². Draagmoederschap is een vrij uitzonderlijk fenomeen, op de 30 jaar dat het in België gebeurt, zijn er 150 à 200 draagmoederschappen geweest in ons land. In verhouding: per jaar worden er in ons land 20.000 IVF-cycli afgerond.

² College van Geneesheren Reproductieve Geneeskunde, IVF Report: Belgium 2019, 2021, p. 7.

Par ailleurs, il est à noter que les centres de fécondation ne réservent une réponse favorable qu'à une fraction des demandes et que tous les parcours suivis ne mènent pas à une naissance. Il ressort de l'audition (réalisée le 2 février 2015) de la Dr Candice Autin du Centre de procréation médicalement assistée du CHU Saint-Pierre que seulement 77 des 230 demandes introduites depuis 1997 ont été acceptées, soit 33 %. Les autres demandes ont été retirées (45 %) ou refusées (21 %) pour des raisons médicales ou psychologiques ou en raison de l'absence d'un projet parental suffisamment réfléchi³.

Les parents d'intention de même sexe et les personnes seules ne sont pas acceptés par tous les centres de fécondation. Seuls l'UZ Gent et, depuis peu, l'UZ Brussel acceptent des couples de même sexe. Jusqu'à présent, aucun parcours de gestation pour autrui n'a été accepté pour un parent d'intention seul. Les médias ont relaté le cas de Sybe, qui a introduit une demande de gestation pour autrui auprès de l'UZ Gent en tant que père d'intention. Sa demande n'a pas été acceptée alors qu'il avait trouvé une donneuse d'ovocytes et une personne porteuse. Le centre de fécondation a soumis la demande au comité éthique de l'hôpital, qui l'a refusée. Il faut espérer qu'en instaurant un cadre légal réglementant correctement la gestation pour autrui, on fera en sorte que les femmes seules et les hommes seuls ne soient plus exclus.

Cinq centres, cinq protocoles

En l'absence de cadre juridique, les centres de fécondation ont élaboré leurs propres protocoles. On notera que ces protocoles présentent de nombreuses similitudes et reposent sur une expertise suffisamment importante et éprouvée dans la pratique pour pouvoir servir de base à un cadre juridique.

Ces similitudes concernent les conditions relatives à l'approche médicale, psychologique et juridique. En revanche, il y a des différences fondamentales dans les conditions prévues pour les parents d'intention et la personne porteuse (et son partenaire). Tous les centres de fécondation exigent qu'il y ait un lien génétique avec au moins un des parents d'intention. La gestation pour autrui de basse technologie n'est pas acceptée, en raison précisément de l'absence de cadre juridique.

La gestation pour autrui ne doit pas nécessairement prendre fin de manière dramatique

D'après les rares données des centres de fécondation dont nous disposons, nous savons qu'il y a une satisfaction tant chez les parents d'intention que chez la

³ Rapport d'information du Sénat sur la «coparentalité», doc. 6-98, décembre 2015, p. 67.

Verder kunnen we stellen dat slechts een fractie van de verzoeken worden ingewilligd door de fertiliteitscentra en dat vervolgens niet alle doorlopende trajecten tot een geboorte leiden. Uit de hoorzitting met Dr. Candice Autin, Centre de procréation médicalement assistée, CHU Saint-Pierre (2 februari 2015) blijkt het volgende: op een totaal van 230 ingediende verzoeken sinds 1997 werden slechts 77 (33 %) aanvaard. De overige verzoeken werden ingetrokken (45 %) of afgewezen (21 %) omwille van medische of psychologische redenen of bij gebrek aan een ouderlijk project dat voldoende doordacht was³.

Niet alle fertiliteitscentra aanvaarden wensouders van hetzelfde geslacht of alleenstaanden. Enkel het UZ Gent en, sinds kort, het UZ Brussel aanvaarden ook koppels van hetzelfde geslacht. Tot op vandaag werd er nog geen draagmoederschapstraject door een alleenstaande wensouder aanvaard. Via de media vernamen we het verhaal van Sybe die als wenspapa een verzoek tot draagmoederschap indiende bij UZ Gent. Ondanks het feit dat hij een eiceldonor had en een draagpersoon werd het verzoek niet aanvaard. Het fertiliteitscentrum legde het voor aan het ethisch comité van het ziekenhuis dat het verzoek weigerde. Hopelijk zorgt een degelijk wettelijk kader voor draagmoederschap ervoor dat alleenstaande vrouwen én mannen niet langer uitgesloten worden.

Vijf centra, vijf protocollen

Bij gebrek aan een wettelijk kader werkten de fertiliteitscentra hun eigen protocol uit. Het valt op dat er veel gelijkenis is tussen deze protocollen en dat ze voldoende expertise, getoetst aan de praktijk, bevatten om als basis te dienen voor een wettelijk kader.

Bij de huidige protocollen is er veel overeenkomst wat betreft de voorwaarden voor de medische, psychologische en juridische aanpak. Wat betreft de voorwaarden die vooropgesteld worden voor de wensouder/s en de draagpersoon (en partner) zijn er wel fundamentele verschillen. Alle fertiliteitscentra vereisen een genetische band met minstens één van de wensouders. Laagtechnologisch draagmoederschap wordt niet aanvaard, net omwille van het ontbreken van een juridisch kader.

Draagmoederschap hoeft niet dramatisch te eindigen

Uit de weinige data vanuit de fertiliteitscentra waarover wij beschikken, weten we dat er tevredenheid is zowel bij de wensouders, de draagpersoon en het kind.

³ Informatieverslag "Meeouderschap" in de Senaat, doc 6-98, december 2015, p. 67.

personne porteuse et l'enfant. Les drames qui sont survenus concernaient des gestations pour autrui réalisées en dehors des centres. Tel est aussi le constat qui ressort d'une étude de la littérature portant sur cinquante-cinq enquêtes. La plupart des conventions de gestation pour autrui ont été mises en œuvre avec succès. La majorité des personnes porteuses ont de bonnes motivations et n'ont guère de difficultés à renoncer à l'enfant au terme de leur gestation pour autrui. Sur le plan périnatal, la situation des enfants est comparable à celle que l'on observe chez les enfants nés à l'issue d'une procédure standard de fécondation *in vitro* (FIV) et de don d'ovules. Ces conclusions doivent être interprétées avec une certaine prudence, compte tenu des limites méthodologiques de ces études (Söderström-Anttila et al. 2015).

Gestation pour autrui de basse technologie et étrangère

Aucun centre de fécondation belge n'accepte actuellement la gestation pour autrui de basse technologie. Dans celle-ci, la personne porteuse est la mère génétique de l'enfant puisque c'est son ovule qui est fécondé par le sperme du parent d'intention. C'est donc son enfant génétique qu'elle porte et à qui elle donne naissance. Les centres de fécondation n'acceptent pas cette pratique, même si, juridiquement parlant, cela ne fait aucune différence dans le contexte juridique actuel de la filiation. La femme qui porte l'enfant, qu'elle soit la mère génétique ou non, est la mère juridique de l'enfant à la naissance (*mater semper certa est*). L'une des raisons pour lesquelles les centres n'acceptent pas cette pratique est le fait qu'un lien génétique avec l'enfant peut créer aussi un lien émotionnel, de sorte que la cession de l'enfant à la naissance devient problématique. Or c'est précisément cette forme de gestation pour autrui qui pose problème, comme on l'a vu dans certains cas révélés par les médias, précisément parce qu'elle n'a pas besoin de l'encadrement, ni du screening et de l'accompagnement assurés dans un centre de fécondation et qu'elle peut être réalisée de manière impulsive, sur un coup de tête, par simple auto-insémination. Par le biais des médias sociaux et de nombreux sites internet, n'importe quelle femme peut se procurer du sperme rapidement et à un prix abordable. C'est une pratique dangereuse vu les risques d'affections médicales et génétiques indésirables pour les parents d'intention qui veulent un enfant et plus encore pour le futur enfant. Il semble donc logique que le législateur rende possible la gestation pour autrui de basse technologie afin que ces parents d'intention aussi puissent être encadrés par un centre de fécondation dans leur projet de gestation pour autrui.

Pour les parents d'intention, il n'est pas évident d'entamer et de suivre un projet de gestation pour autrui en Belgique; il s'agit d'un processus long et difficile. Et c'est encore plus problématique pour les parents d'intention

De drama's deden zich voor bij draagmoederschap buiten de centra om. Dezelfde vaststelling blijkt uit een literatuurstudie waarin 55 onderzoeken werden geïncludeerd. De meeste overeenkomsten in het kader van draagmoederschap werden succesvol geïmplementeerd. De meeste draagpersonen zijn goed gemotiveerd en hebben weinig moeite met het afstand nemen van het kind dat geboren wordt na hun draagmoederschap. De perinatale outcome van de kinderen is vergelijkbaar met standaard IVF-procedure en eiceldonatie. Deze conclusies moeten met enige voorzichtigheid worden geïnterpreteerd, gezien de methodologische beperkingen van deze studies. (Söderström-Anttila et al. 2015).

Laagtechnologisch en buitenlands draagmoederschap

Geen enkel Belgisch fertiliteitscentrum aanvaardt op dit moment laagtechnologisch draagmoederschap. Bij laagtechnologisch draagmoederschap is de draagpersoon de genetische moeder van het kind vermits het haar eikel is die bevrucht wordt door sperma van de wensouder. Zij draagt dus haar genetische kind en bevalt er ook van. Fertiliteitscentra aanvaarden dit niet alhoewel het juridisch gezien geen enkel verschil maakt in de huidige juridische context van de afstamming. De vrouw die het kind draagt, of ze nu de genetische moeder is of niet, is de juridische moeder van het kind bij de geboorte (*mater semper certa est*). Eén van de redenen waarom de centra dit niet aanvaarden is omdat een genetisch band met het kind ook een gevoelsmatige band kan creëren, zodat het afstaan van het kind bij de geboorte problematisch wordt. Nochtans is het net deze vorm van draagmoederschap die voor problemen zorgt, zoals blijkt uit de casussen die we via de media vernamen, net omdat het de omkadering met bijhorende screening en counseling van een fertiliteitscentrum niet nodig heeft en het impulsief in een opwelling kan door simpele zelfinseminatie. Via de sociale media en de vele sites op internet kan elke vrouw snel, betaalbaar aan sperma geraken. Een onveilige praktijk vermits medische- en genetische aandoeningen niet wenselijk zijn, niet voor de wensouder/s met kinderwens en zeker niet voor het toekomstige kind. Het lijkt dan ook logisch dat de wetgever laagtechnologisch draagmoederschap mogelijk maakt zodat ook deze wensouder/s begeleid kunnen worden in hun draagmoederschapstraject door een fertiliteitscentrum.

Voor wensouders is het niet evident om in België een draagmoederschapstraject op te starten en te volgen, het is een lang en moeilijk proces. Voor wensouders van hetzelfde geslacht, homoparen, is het nog problematischer.

de même sexe, c'est-à-dire les couples homosexuels. La gestation pour autrui de basse technologie n'étant pas acceptée, ils ne peuvent pas faire appel à une sœur ou une amie désireuse de concevoir un enfant avec son propre ovule et de le porter. Ils doivent chercher à la fois un ovule et une personne porteuse, ce qui est quasiment impossible; c'est pourquoi ils cherchent souvent leur salut à l'étranger. Même si toutes les gestations pour autrui étrangères ne sont pas condamnables et purement "commerciales", elles restent une entreprise coûteuse et compliquée. Les projets menés à l'étranger offrent aussi moins de sécurité juridique, aussi bien en ce qui concerne la procédure sur place qu'au retour en Belgique.

Nous pouvons en conclure qu'en dépit de la longue procédure d'adoption à suivre pour que l'enfant devienne juridiquement l'enfant des deux parents, la gestation pour autrui menée dans un centre belge de fécondation ne pose pas ou guère de problèmes.

2.2.2. Pour un cadre légal: une expertise éthique suffisante

Le 3 décembre 2018 est paru sur le site web de "*De Maakbare Mens*" dans la rubrique "*Mee met het idee*", un article étonnant écrit par Guido Pennings, qui était encore à l'époque professeur d'éthique et de bioéthique à l'UGent.⁴ Pennings précise clairement que la gestation pour autrui est éthiquement acceptable sous certaines conditions.

L'une de ces conditions est l'établissement juridique de la filiation. Si nous acceptons le principe qu'une femme porte un enfant pour et (éventuellement) de quelqu'un d'autre, nous devons respecter la logique de la pratique, en d'autres termes, considérer les parents d'intention comme les parents juridiques de l'enfant dès la naissance. La loi doit donc prévoir une "convention" qui soit contraignante et ait force exécutoire. Si une personne porteuse n'accepte pas ce principe, il ne saurait y avoir de projet de gestation pour autrui. Si la personne porteuse accepte la convention, il ne saurait être question qu'elle cède l'enfant, puisque ce n'est pas le sien. Elle a accepté ce postulat en concluant la convention en question.

La condition suivante, selon Pennings, est la clarté sur ce que l'on entend par le terme "gestation pour autrui commerciale". Il y a en effet deux interprétations possibles: a) aucune somme d'argent ne peut être payée à la personne porteuse ou b) la personne porteuse ne peut

Vermits laagtechnologisch draagmoederschap niet aanvaard wordt, kunnen zij geen beroep doen op een zus of een vriendin die met haar eigen eikel een kind voor hen wil dragen. Zij moeten op zoek naar een eikel én een draagpersoon, haast onmogelijk, zij zoeken dan ook vaak hun toevlucht tot het buitenland. Alhoewel niet elk buitenlands draagmoederschap verwerpelijk is en puur "commercieel" blijft het een dure en ingewikkelde onderneming. Ook buitenlandse trajecten bieden een gebrek aan rechtszekerheid, zowel bij de procedure ter plaatse als bij de terugkeer in België.

We kunnen besluiten dat, ondanks de lange adoptieprocedure die doorlopen moet worden om van het kind het juridische kind te maken van beide ouders, draagmoederschap dat tot stand komt via een Belgisch fertiliteitscentrum weinig tot geen problemen geeft.

2.2.2. Voor een wettelijk kader: aan ethische expertise geen gebrek

Op 3 december 2018 verscheen er een opmerkelijk stuk op de website van De Maakbare Mens in de rubriek "*Mee met het idee*" geschreven door Guido Pennings, destijds nog professor (bio-) ethiek aan de UGent.⁴ Pennings stelt duidelijk dat draagmoederschap ethisch verantwoord is onder bepaalde voorwaarden.

Eén van die voorwaarden is de juridische regeling van de afstamming, want als we aanvaarden dat een vrouw een kind draagt voor en (eventueel) van een ander dan moeten we de logica van deze praktijk respecteren, namelijk de wensouders zijn de juridische ouders van het kind vanaf de geboorte. De wet moet dan ook een "overeenkomst" voorzien die dwingend is en afdwingbaar. Indien een draagpersoon dat niet aanvaardt, kan er geen sprake zijn van een draagmoederschapsproject. Indien de draagpersoon de overeenkomst aanvaardt dan kan ze het kind niet afstaan want het is haar kind niet. Zij heeft die vooronderstelling aanvaard toen ze in deze overeenkomst is gestapt.

De volgende voorwaarde volgens Pennings is duidelijkheid over de term "commercieel draagmoederschap". Er zijn immers twee interpretaties mogelijk: a) er mag geen geld worden betaald aan de draagpersoon of b) de draagpersoon mag geen financiële motieven hebben.

⁴ Pennings, G. (3/12/2018). Is draagmoederschap ethisch aanvaardbaar? Mee met het Idee, consulté le 30/03/2024 sur <https://www.demaakbaremens.org/mee-met-het-idee-is-draagmoederschap-ethisch-aanvaardbaar/>

⁴ Pennings, G. (3-12-2018). Is draagmoederschap ethisch aanvaardbaar? Mee met het Idee, Geraadpleegd op 30-03-2024 van <https://www.demaakbaremens.org/mee-met-het-idee-is-draagmoederschap-ethisch-aanvaardbaar/>

pas avoir de motivations financières. Dans le cas le plus strict, l'indemnisation devrait se limiter au remboursement des frais justifiés. Selon Pennings, il existe des formes intermédiaires qui sont acceptables et permettent une rémunération au-delà du coût lié à la grossesse sans donner lieu à une commercialisation. Il se rallie ainsi au point de vue de Erna Gudix qui propose de parler de gestation pour autrui rémunérée ou rétribuée.⁵

La troisième condition tient à la nécessité de trouver une solution pour la gestation pour autrui étrangère. La recherche d'une personne porteuse est difficile et le restera à l'avenir, même avec un cadre légal. Les parents d'intention continueront à se mettre en quête d'une personne porteuse à l'étranger. Pour ce groupe, il faudra trouver une solution dans le cadre de la loi, à condition que la gestation pour autrui étrangère réponde à nos normes éthiques. Une solution complémentaire, selon Pennings, serait de faire en sorte que le recrutement soit suffisant dans notre propre pays. Cela pourrait devenir une pratique qui soit organisée d'une manière acceptable pour nous. Il adhère à cet égard à une proposition qui est faite aux Pays-Bas et qui prévoit de développer une "banque" en matière de gestation pour autrui; on pourrait parfaitement le faire en Belgique dans un ou plusieurs centres de fécondation.

2.2.3. Vers un statut en droit de la famille pour la gestation pour autrui

Dans une étude détaillée intitulée "*Een familierechtelijk statuut voor draagmoederschap*"⁶, Liesbet Pluym a examiné la possibilité de réglementer la gestation pour autrui et, en particulier, la question de savoir si un statut en droit de la famille était nécessaire pour la gestation pour autrui en Belgique et comment il pourrait être conçu, compte tenu des droits de l'enfant, de la personne porteuse, du ou des parents d'intention et des intérêts de la société.

Lors de l'audition qui a eu lieu au Sénat le 23 février 2015, Pluym a précisé clairement "qu'il serait préférable que la gestation pour autrui s'inscrive dans un cadre légal fixant des conditions suffisamment strictes. Pour elle, nier le problème n'est pas une option. Le vide juridique actuel conduit en effet à l'insécurité juridique. Il ressort de surcroît de l'enquête de droit comparé que l'interdiction générale n'est pas efficace. En effet, la gestation pour autrui ne disparaît pas parce qu'on instaure une interdiction de ce type. Les personnes concernées ne peuvent alors pas s'appuyer sur un cadre légal, qui leur aurait permis d'évaluer à l'avance les conséquences.

⁵ E. GULDIX, Handboek Gezondheidsrecht Volume II, Afdeling 2. Draagmoederschap, p. 79, Intesenta, 2022.

⁶ L. PLUYM, Een familierechtelijk statuut voor draagmoederschap, Wolters Kluwer, 2015.

In de meest strikte vorm zou enkel de terugbetaling zijn van bewezen onkosten kunnen. Volgens Pennings bestaan er tussenvormen die aanvaardbaar zijn en een verloning toelaten bovenop de kost verbonden aan de zwangerschap zonder tot commercialisering te leiden. Zo sluit hij zich aan bij de zienswijze van Erna Gudix die de benaming remunererend of verlonend draagmoederschap voorstelt.⁵

Een derde voorwaarde is een oplossing voor buitenlands draagmoederschap. De zoektocht naar een draagpersoon is moeilijk en zal dat ook in de toekomst blijven, zelfs met een wettelijk kader. Wensouders zullen naar het buitenland blijven gaan op zoek naar een draagpersoon. Voor deze groep moet er een oplossing komen binnen de wet, op voorwaarde dat het buitenlands draagmoederschap voldoet aan onze ethische normen. Een bijkomende oplossing is volgens Pennings om ervoor te zorgen dat er voldoende rekrutering is in eigen land. Dat kan een praktijk worden die volgens een voor ons aanvaardbare manier georganiseerd wordt. Hier sluit hij zich aan bij de visie in Nederland waar een "draagmoederschapsbank" voorgesteld wordt, in België zou dit perfect kunnen binnen één of meerdere fertiliteitscentra.

2.2.3. Naar een familierechtelijk statuut voor draagmoederschap

Liesbet Pluym onderzocht de mogelijkheid om draagmoederschap wettelijk te regelen wat resulteerde tot "*Een familierechtelijk statuut voor draagmoederschap*"⁶, een gedetailleerde studie waarin de auteur onderzoekt of een familierechtelijk statuut voor draagmoederschap in België noodzakelijk is en hoe dit kan worden geconcipeerd, rekening houdend met de rechten van het kind, de draagpersoon, de wensouder/s en de belangen van de samenleving.

Tijdens de hoorzitting in de senaat op 23 februari 2015 stelt Pluym duidelijk: "Spreekster is tot de conclusie gekomen dat draagmoederschap best wettelijk geregeld wordt, mits het inschrijven van voldoende strenge voorwaarden. Het probleem negeren is volgens haar geen optie. Het huidige juridische vacuüm leidt immers tot rechtsonzekerheid. Uit rechtsvergelijkend onderzoek blijkt bovendien dat het instellen van een algemeen verbod niet efficiënt is. Draagmoederschap verdwijnt immers niet door het in stellen van een dergelijk verbod. De betrokkenen kunnen dan niet terugvallen op een wettelijk kader, dat hen zou toelaten om op voorhand

⁵ E. GULDIX, Handboek Gezondheidsrecht Volume II, Afdeling 2. Draagmoederschap, p. 79, Intesenta, 2022.

⁶ L. PLUYM, Een familierechtelijk statuut voor draagmoederschap, Wolters Kluwer, 2015.

De plus, il ressort de la jurisprudence que l'on essaiera tout de même d'une manière ou d'une autre de régulariser l'enfant issu d'une gestation pour autrui, ce qui, *de facto*, vide de sens l'interdiction.⁷ Pluym livre dans sa recherche doctorale suffisamment d'informations étayées pouvant conduire à un travail législatif de qualité. Son travail de recherche est donc aussi à la base de la proposition de loi à l'examen.

3. Un avis intéressant du Comité consultatif de bioéthique

Avis n° 86 du 17 avril 2023 relatif à l'encadrement légal de la gestation pour autrui – actualisation de l'avis n° 30 du 5 juillet 20.0⁸

Terminologie

Dans son avis n° 86, le Comité consultatif de bioéthique (ci-après, le Comité) recherche lui aussi une terminologie qui soit neutre et qui ne fasse plus référence à un lien émotionnel entre la femme qui porte l'enfant et l'enfant. Nous nous rallions à la proposition de parler, en néerlandais, de "*zwangerschap voor anderen*" plutôt que de "*draagmoederschap*" (en français, il a toujours été question de "gestation pour autrui"), de conserver le terme de "parent(s) d'intention" et de chercher un terme pour remplacer celui de "mère porteuse". Le Comité propose d'utiliser le terme de "femme gestatrice", bien qu'il ne soit pas neutre sur le plan du genre. En effet, depuis le 25 juin 2017, la loi réformant des régimes relatifs aux personnes transgenres en ce qui concerne la mention d'une modification de l'enregistrement du sexe dans les actes de l'état civil et ses effets (loi transgenre) autorise un changement juridique de sexe sans réassignation sexuelle médicale. Autrement dit, un homme sur le plan juridique a la possibilité de porter et de mettre au monde un enfant.

Le Comité ne fait plus non plus la distinction entre la gestation pour autrui "de haute technologie" et "de basse technologie", car la manière dont la grossesse est initiée n'est pas un point de discussion sur le plan éthique.

Arguments en faveur d'un cadre légal

Le Comité émet un avis favorable à la gestation pour autrui et était cet avis.

Nous présentons une série d'arguments ci-dessous.

⁷ Rapport d'information du Sénat sur la «coparentalité», doc. 6-98, décembre 2015, p. 37 et 38.

⁸ Avis n° 86 du Comité consultatif de bioéthique, disponible sur www.health.belgium.be/bioeth

de gevolgen in te schatten. Uit de rechtspraak blijkt bovendien dat men toch zal trachten het kind dat uit het draagmoederschap wordt geboren op de ene of de andere manier te regulariseren, waardoor het verbod *de facto* wordt uitgehouden.⁷ Pluym geeft in haar doctoraatsstudie voldoende onderbouwde informatie die kan leiden tot degelijk wetgevend werk. Haar onderzoekswerk ligt dan ook mee aan de basis van het voorliggende wetsvoorstel.

3. Een interessant advies van het Raadgevend Comité Bio-ethiek

Advies nr. 86 van 17 april 2023 betreffende het wettelijk kader voor zwangerschap voor anderen (draagmoederschap) – actualisering van advies nr. 30 van 5 juli 20.0⁸

Terminologie

Het is opmerkelijk dat ook het Raadgevend Comité voor Bio-ethiek (verder Comité) in hun advies nr. 86 op zoek gaat naar een terminologie die neutraal is en een emotionele band tussen de vrouw die het kind draagt en het kind niet langer emotioneel benadrukt. Wij sluiten ons graag aan bij het voorstel om te spreken over "zwangerschap voor anderen" in plaats van "draagmoederschap", de term "wensouder/s" te behouden en voor de term "draagmoeder" een alternatief te zoeken. Het Comité stelt "draagvrouw" voor al is dit niet direct een genderneutraal woord. Sinds 25 juni 2017 laat de "wet tot hervorming van regelingen inzake transgenders wat de vermelding van een aanpassing van de registratie van het geslacht in de akten van de burgerlijke stand en de gevolgen hiervan betreft" – de transgenderwet – immers toe dat een juridische aanpassing van het geslacht geen medische in overeenstemming meer vereist. Om het in mensentaal te stellen, een juridische man is in de mogelijkheid een kind te dragen en te baren.

Het comité houdt ook niet langer het onderscheid aan tussen "hoogtechnologisch" en "laagtechnologisch" draagmoederschap omdat de manier waarop de zwangerschap tot stand kwam in ethisch opzicht geen punt is van discussie.

Argumenten voor een wettelijk kader

Het advies van het Comité staat positief tegenover draagmoederschap en onderbouwt dat.

Wij sommen een aantal argumenten, samengevat, op:

⁷ Informatieverslag "Meeouderschap" in de Senaat, doc 6-98, december 2015, p. 37 en 38.

⁸ Uit advies nr. 86 van het Belgisch Raadgevend Comité voor Bio-ethiek, te raadplegen op www.health.belgium.be/bioeth

L'acceptation sociale de la gestation pour autrui a considérablement évolué. De plus en plus de pays disposent d'un cadre légal en la matière ou débattent de l'élaboration d'une législation (Pays-Bas).

En Belgique aussi, des propositions de loi sur le sujet sont déposées au Parlement depuis plusieurs années, comme en témoigne le rapport du Sénat de 2015. Au fil du temps, un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'élaborer un cadre juridique et d'interdire la gestation pour autrui commerciale, la publicité en la matière et l'intermédiation. En dépit de la large adhésion, le Parlement fédéral n'a toujours pas discuté d'une loi à cet égard et, *a fortiori*, n'en a pas adopté.

Les individus sont de plus en plus conscients de leur autonomie et de leur droit à l'autodétermination, y compris vis-à-vis de leur propre corps. Ils veulent prendre des décisions eux-mêmes en ce qui concerne la procréation (par exemple, en matière de contraception et d'interruption de grossesse) et avoir la possibilité de mourir dans la dignité (notamment au moyen de l'euthanasie). Il n'y a plus d'arguments pour empêcher juridiquement la gestation pour autrui sous certaines conditions, notamment celle d'un consentement éclairé.

La gestation pour autrui est comparable à d'autres techniques de procréation médicalement assistée, telles que le don de sperme, d'ovule ou d'embryon.

Plusieurs arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ont consacré l'existence d'un droit de concevoir un enfant en recourant à la procréation médicalement assistée. Ces dernières années, la Cour a rendu une abondante jurisprudence sur la gestation pour autrui, confrontée aux droits fondamentaux au respect de la vie privée et familiale et, singulièrement, à l'intérêt supérieur de l'enfant.⁹ Cette jurisprudence témoigne d'une certaine ouverture à la gestation pour autrui.

“Il ressort, en synthèse, de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme dans son état actuel que:

— la prohibition, par le droit interne d'un État sur son territoire, de la GPA (gestation pour autrui) en tant que méthode de procréation n'est pas, en soi, contraire à la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour consacre certes l'autonomie reproductive des individus, en ayant égard au “droit au respect de la décision de devenir parents”, mais elle reconnaît par ailleurs aux États une ample marge d'appréciation dans ce domaine

⁹ Arrêts *Evans c. Royaume-Uni* du 10 avril 2007, *Dickson c. Royaume-Uni* du 4 décembre 2007 et *S.H. et autres c. Autriche* du 3 novembre 2011.

Er is een opmerkelijk draagvalk ontstaan voor draagmoederschap, in steeds meer landen bestaat er een wettelijk kader of is draagmoederschap het onderwerp van een debat in het kader van een wetgeving in wording (Nederland).

Ook in België liggen er al sinds jaren wetsvoorstellen neer in het Parlement zoals ook blijkt uit het senaatsverslag van 2015. Intussen groeide en een meerderheid rond de consensus dat een juridisch kader een noodzaak is en om commercieel draagmoederschap, publiciteit ervoor en bemiddeling te verbieden. Ondanks het grote draagvlak werd er nog steeds geen wet besproken in het federale parlement en bijgevolg ook niet gestemd.

Mensen zijn zich steeds meer bewust van hun autonomie en zelfbeschikkingsrecht, ook ten aanzien van hun eigen lichaam. Ze willen zelf beslissingen nemen op het vlak van voortplanting (anticonceptie, zwangerschapsafbreking), zij willen op een waardige manier kunnen sterven (euthanasie). Er zijn geen argumenten meer om draagmoederschap onder bepaalde voorwaarden, zoals o.a. een geïnformeerde toestemming, juridisch tegen te houden.

Draagmoederschap is vergelijkbaar met andere medisch begeleide voortplantingstechnieken zoals sperma-, eicel-, of embryodonatie.

Verschillende arresten van het Europees Hof van de Rechten van de Mens hebben het recht om een kind te verwekken door middel van medisch begeleide voortplanting⁵ bevestigd. De laatste jaren heeft het Hof een omvangrijke jurisprudentie over draagmoederschap ontwikkeld inzake de fundamentele rechten op eerbiediging van het privé en gezinsleven en in het bijzonder inzake het belang van het kind.⁹ Uit deze uitspraak blijkt een zekere openheid ten aanzien van draagmoederschap.

“Samenvattend blijkt uit de huidige jurisprudentie van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens:

— Dat een staat op zijn grondgebied, op basis van interne wetgeving, DVS (draagvrouwschap) als voortplantingsmethode verbiedt, is op zich niet in strijd met het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. Het Hof verankert weliswaar de reproductieve autonomie van personen, gelet op het “recht op eerbiediging van de beslissing om ouders te worden”, maar erkent eveneens dat staten in dit gevoelige en

⁹ Arresten *Evans c. Verenigd Koninkrijk* van 10 april 2007, *Dickens c. Verenigd Koninkrijk* van 4 december 2007 en *S.H. en anderen c. Oostenrijk* van 3 november 2011.

sensible et controversé, et elle ne leur impose pas de légaliser, sur leur territoire, une situation née d'une GPA qu'ils considèrent comme illégale;

— l'absence de lien génétique ne fait pas obstacle à la reconnaissance d'une "vie familiale" entre les parents d'intention et l'enfant né par GPA, pourvu qu'elle soit effective;

— la vie privée de l'enfant, par référence à son identité et au droit d'établir sa filiation, doit permettre d'admettre l'établissement de celle-ci, et ce lorsque l'enfant a, avec les parents d'intention, un lien génétique. Lorsque cela n'est pas le cas, l'adoption est une voie suffisamment respectueuse des droits fondamentaux à l'œuvre;

— le droit au respect de la vie familiale des parents d'intention et de l'enfant, qu'il y ait (arrêt *Mennesson* précité) ou non (arrêt *Valdis Fjölfnisdóttir* c. Islande du 18 mai 2021) un lien génétique avec l'un des parents, n'implique en revanche aucune obligation pour l'État de reconnaître le lien de filiation mais suppose qu'il préserve, par les moyens de son choix et sous le contrôle de la Cour, l'effectivité du lien familial quand il existe.¹⁰

— Même l'adoption par les parents d'intention, qui leur est imposée actuellement pour devenir "parent" de l'enfant, n'est pas une option pour plusieurs raisons: l'adoption est une mesure de protection de la jeunesse, octroie un délai de réflexion de deux mois à la mère biologique (en l'occurrence, la femme gestatrice) et soumet les parents adoptifs (en l'occurrence, les parents d'intention) à une procédure de plusieurs mois (à deux ans) comprenant un cours de préparation et la délivrance d'une attestation. En outre, l'issue de la procédure, en ce qu'elle dépend de l'appréciation du juge, n'est jamais certaine, ce qui contraste fortement avec l'intention de la gestation pour autrui, comme déjà expliqué dans les développements au point "Un désir d'enfant inassouvi". Il résulte de tous les éléments précités que la procédure d'adoption actuelle représente une grande source d'incertitude pour les parents d'intention, la personne porteuse et l'enfant à naître.

¹⁰ Arrêts *Mennesson* c. France du 26 juin 2014, *Labassée* c. France du 26 juin 2014, D. et autres c. Belgique du 8 juillet 2014, *Foulon* et *Bouvet* c. France du 21 juillet 2016, *Laborie* c. France du 19 janvier 2017, *Paradiso* et *Campanelli* c. Italie du 24 janvier 2017, *Valdis Fjölfnisdóttir* et a. c. Islande du 18 mai 2021, D.B. e.a. c. Suisse du 22 novembre 2022, ainsi que l'avis consultatif n° P16-2018-001 du 10 avril 2019 et la décision C et E c. France du 19 novembre 2019.

controversiële domein over een ruime beoordelingsmarge beschikken. Het verplicht hen bijgevolg niet om op hun grondgebied een situatie te legaliseren die voortvloeit uit een DVS die zij onwettig achten;

— Het ontbreken van een genetische band is geen belemmering voor de erkenning van het "gezinsleven" tussen de wensouders en het kind dat via DVS is geboren, mits er daadwerkelijk sprake is van een gezinsleven;

— Het privéleven van het kind, waarbij wordt verwezen naar zijn of haar identiteit en het recht op afstamming, moet de erkenning van afstamming mogelijk maken wanneer het kind een genetische band heeft met de wensouders. Bij afwezigheid van deze band is adoptie een weg die die grondrechten voldoende eerbiedigt;

— Het recht op eerbiediging van het gezinsleven van de wensouders en van het kind, ongeacht of er al (cf. arrest *Mennesson*, reeds aangehaald) dan niet (cf. arrest *Valdis Fjölfnisdóttir* tegen IJsland van 18 mei 2021) een genetische band met één van de ouders bestaat, houdt voor de staat geen verplichting in om de ouder-kindrelatie te erkennen. Dit recht veronderstelt evenwel dat de staat, onder toezicht van het Hof, de gezinsband behoudt wanneer deze effectief bestaat. De staat beschikt hierbij over de vrije keuze op het vlak van ingezette middelen.¹⁰

— Zelfs de mogelijkheid tot adoptie door de wensouders, zoals nu wordt vereist om "ouder" te worden van het kind, is geen optie omwille van meerdere redenen. Adoptie is een jeugdbeschermingsmaatregel, laat een bedenktijd van twee maanden toe aan de biologische moeder (hier de draagvrouw) en een procedure van een aantal maanden (tot twee jaar toe) voor de adoptieouders (hier de wensouders) met voorbereidingscursus en bijhorende attest. Bovendien is de uitkomst van het oordeel van de rechter nooit zeker wat in schril contrast staat tot de intentie van de zwangerschap voor anderen, zoals ook al aangehaald in "Een on vervulde kindervens" van deze toelichting. Uit dit alles blijkt dat de huidige adoptieprocedure een grote bron van onzekerheid vormt voor de wensouders, de draagpersoon en het toekomstige kind.

¹⁰ Arresten *Mennesson* c. Frankrijk van 26 juni 2014, *Labassée* c. Frankrijk van 26 juni 2014 en anderen c. België van 8 juli 2014, *Foulon* en *Bouvet* c. Frankrijk van 21 juli 2016, *Laborie* c. Frankrijk van 19 januari 2017, *Paradiso* en *Campanelli* c. Italië van 24 januari 2017 en *Valdis Fjölfnisdóttir* en a. c. IJsland van 18 mai 2021, en D.B. e.a.c. Zwitserland van 22 november 2022 net als het raadgevend advies nr. P16-2018-001 van 10 april 2019 en de beslissing C en E c. Frankrijk van 19 november 2019.

Le Comité estime que la gestation pour autrui est éthiquement défendable dans la mesure où elle respecte une série de principes éthiques et de conditions minimales prescrites par la loi. La position du Comité quant à l'acceptabilité éthique de la gestation pour autrui¹¹ et la conclusion de son avis furent donc une source d'inspiration pour l'élaboration de la présente proposition de loi.

4. La présente proposition de loi

Terminologie

Dans la présente proposition de loi, nous optons pour la terminologie la plus neutre possible: gestation pour autrui (GPA), personne porteuse et parent(s) d'intention.

Nous choisissons le terme de personne porteuse au lieu de mère porteuse ou de femme gestatrice, afin d'employer un terme qui soit neutre également sur le plan du genre, comme expliqué plus haut dans les développements.

Toutefois, ces divers termes sont encore utilisés indifféremment dans les développements pour en améliorer la lisibilité.

L'intention de la gestation pour autrui

Il existe un grand désir d'enfant inassouvi chez les parents d'intention, qui sont médicalement ou biologiquement incapables de porter un enfant sans faire appel à une personne porteuse. Sans ce désir d'enfant, il n'y aurait pas d'enfant. Il est dès lors évident qu'une personne porteuse ne porte un enfant pour autrui que si ce dernier est totalement convaincu de son désir d'enfant. Dans cette logique, l'enfant aura des parents juridiques dès sa naissance, à savoir les parents d'intention.

La présente proposition de loi, à laquelle le SPF Justice a apporté une contribution substantielle, s'écarte donc de la pratique actuelle de l'adoption et opte résolument pour un lien de filiation avec les parents d'intention dès la naissance. Ce choix reflète parfaitement l'idée que la "gestation pour autrui" est l'une des nombreuses méthodes de procréation médicalement assistée, comme cela a déjà été expliqué en détail dans les développements.

La présente proposition de loi apporte donc une sécurité juridique au(x) parent(s) d'intention, à la personne porteuse et à l'enfant à naître.

¹¹ Avis n° 86 du Comité consultatif de bioéthique, p. 15-23, disponible sur www.health.belgium.be/bioeth

Het Comité is van mening dat "zwangerschap voor anderen" ook ethisch verantwoord is op voorwaarde dat een aantal ethische principes gerespecteerd worden en er een aantal minimale voorwaarden opgelegd worden bij wet. Het standpunt inzake ethische aanvaardbaarheid van draagmoederschap¹¹ en de conclusie van het advies, was dan ook een bron van inspiratie bij het tot stand komen van voorliggend wetsvoorstel.

4. Het voorliggende wetsvoorstel

Terminologie

In het voorliggende wetsvoorstel kiezen we voor een zo neutraal mogelijke terminologie: zwangerschap voor anderen (ZVA), draagpersoon en wensouder/s.

Wij opteren voor het woord draagpersoon in plaats van draagmoeder of draagvrouw omdat we de term ook genderneutraal wensen te maken, zoals ook al elders in deze toelichting verduidelijkt.

Toch zullen in de toelichting de termen nog door elkaar gebruikt worden omwille van een vlotte leesbaarheid van de toelichting.

De intentie van zwangerschap voor anderen

Er is een grote onvervulde kinderwens bij wensouder/s, die medisch of biologisch niet in de mogelijkheid zijn om een kind te dragen zonder beroep te doen op een draagpersoon. Zonder deze kinderwens zou er geen kind zijn. Het is dan ook overduidelijk dat een draagpersoon enkel en alleen een kind draagt voor een ander als die daar ten volle van overtuigd is. In die logica zal het kind vanaf de geboorte juridische ouders hebben en dat zijn de wensouders.

Dit wetsvoorstel, waaraan de FOD Justitie een substantiële bijdrage heeft geleverd, breekt bijgevolg met de huidige praktijk van de adoptie en kiest resoluut voor een afstammingsband met de wensouders vanaf de geboorte. Dit ligt ook volledig in het verlengde van de visie dat "zwangerschap voor anderen" één van de vele medische begeleide voortplantingsmethoden is, zoals ook elders in deze toelichting al uitvoerig besproken.

Dit wetsvoorstel zorgt dan ook voor rechtszekerheid voor de wensouder/s, de draagpersoon en het toekomstige kind.

¹¹ Uit advies nr. 86 van het Belgisch Raadgevend Comité voor Bio-ethiek, p. 14-22 te raadplegen op www.health.belgium.be/bioeth

Conditions pour être parent(s) d'intention ou personne porteuse

La présente proposition de loi s'aligne pour l'essentiel sur les conditions définies dans la loi relative à la procréation médicalement assistée. Elle fixe par ailleurs quelques conditions particulières directement liées à la spécificité de la gestation pour autrui.

Comme c'est le cas dans la loi relative à la procréation médicalement assistée, personne n'est exclu de la présente proposition de loi. Un homme peut également avoir un désir d'enfant. Il peut introduire une demande auprès d'un centre de fécondation en tant que père d'intention et sera alors soumis au même screening et encadrement que tous les parents d'intention. La clause de conscience telle qu'elle est actuellement prévue dans la loi relative à la procréation médicalement assistée est conservée. Un centre de fécondation peut refuser une demande pour des raisons morales, mais est tenu d'orienter le ou les demandeurs vers un autre centre.

L'adoption n'est pas une alternative à la gestation pour autrui (GPA) dès lors que celle-ci est une forme de procréation médicalement assistée. La plupart des parents d'intention optent pour la GPA parce qu'ils souhaitent qu'il y ait un lien génétique entre l'enfant et un des parents d'intention. Cet élément ne constitue toutefois pas une condition.

Par ailleurs, la proposition de loi ne fixe pas de conditions plus strictes en termes de nationalité que celles applicables aux autres traitements de fécondation. L'ensemble du parcours dans un centre de fécondation librement choisi ne peut bien évidemment pas être entravé par une distance insurmontable entre le lieu ou pays de résidence et le centre de fécondation.

Gestation pour autrui de haute technologie et de basse technologie

Bien que la gestation pour autrui de haute technologie soit actuellement la seule pratiquée dans les centres de fécondation, la présente proposition de loi entend également réglementer la GPA de basse technologie, pour les raisons suivantes:

Actuellement, aucun centre de fécondation n'autorise la GPA de basse technologie en raison du vide juridique et du lien émotionnel (qui pourrait exister) entre la personne porteuse et un ovocyte portant son patrimoine génétique. Il est néanmoins opportun que la GPA de basse technologie puisse également être encadrée dans nos centres, car c'est un moyen de limiter les grossesses impulsives et risquées par auto-insémination. Il est d'ores et déjà clair que les informations fournies par les centres

Voorwaarden voor wensouder/s en draagpersoon

Voorliggend wetsvoorstel sluit nauw aan bij de voorwaarden zoals ze gelden in de Wet Medisch Begeleide Voortplanting. Toch zijn er enkele opmerkelijke voorwaarden die direct verbonden zijn aan de specificiteit van de zwangerschap voor anderen.

Net zoals de Wet Medisch Begeleide Voortplanting sluit ook voorliggende wetsvoorstel niemand uit. Ook een man kan een kinderwens hebben, hij kan als wenspapa een verzoek indienen bij een fertiliteitscentrum en zal dezelfde screening en begeleiding doorlopen als ieder ander wensouder. Wij behouden de gewetensclausule zoals nu al gestipuleerd in de Wet Medisch Begeleide Voortplanting, een fertiliteitscentrum kan een verzoek om morele redenen weigeren maar moet wel doorverwijzen.

Omdat zwangerschap voor anderen (ZVA) een vorm is van medisch begeleide voortplanting is, is adoptie geen alternatief ervoor. De meeste wensouder/s kiezen voor ZVA omdat ze een genetische band wensen tussen het kind en één van de wensouder/s. Dit wordt echter niet als voorwaarde opgenomen.

Het wetsvoorstel legt ook geen strengere voorwaarden op wat betreft nationaliteit dan de geldende voor andere fertiliteitsbehandelingen. Natuurlijk spreekt het voor zich dat het hele traject in een fertiliteitscentrum naar keuze niet belemmerd kan worden door een onoverkomelijke afstand tussen verblijfplaats/land en fertiliteitscentrum.

Hoogtechnologisch- en laagtechnologisch zwangerschap voor anderen

Alhoewel de huidige praktijk binnen de fertiliteitscentra zich beperkt tot hoogtechnologisch zwangerschap voor anderen, regelt dit wetsvoorstel ook het laagtechnologisch ZVA omwille van volgende redenen:

Laagtechnologisch ZVA wordt op dit moment door geen enkel fertiliteitscentrum toegelaten omwille van het juridische vacuüm en omwille van de (eventueel) emotionele band tussen de draagpersoon en de "genetisch eigen" eikel. Toch is het wenselijk dat laagtechnologisch ZVA begeleid kan worden in onze centra omdat dit een manier is om impulsieve en onveilige zwangerschappen met zelfinseminatie te beperken. Nu al is duidelijk dat informatie ertoe leidt dat wensouders

aux parents d'intention et à la personne porteuse leur font prendre pleinement conscience de la lourdeur de la procédure, ce qui conduit de nombreuses personnes à se résigner à rester sans enfant.

Pour les hommes homosexuels, avoir recours à une GPA de haute technologie suppose de trouver – ce qui relève presque de l'impossible – non seulement une personne porteuse mais également un ovocyte, et ce alors que la sœur de l'un d'eux est peut-être disposée à porter leur enfant conçu avec son propre ovocyte. Nous souhaitons dès lors aussi réglementer légalement la GPA de basse technologie.

La GPA de haute technologie entraîne par ailleurs un coût élevé pour le ou les parents d'intention, mais également pour la société (sécurité sociale), alors que ce coût pourrait être évité si la GPA de basse technologie était autorisée.

Toute personne qui suit un parcours encadré par un centre de fécondation et respectant les conditions de la loi proposée bénéficie des avantages de celle-ci (filialité), qu'il s'agisse d'une GPA de haute ou de basse technologie.

Gestation pour autrui pour des motifs précis

Le recours à la gestation pour autrui est uniquement possible dans les cas suivants:

— indications médicales directes: absence d'utérus ou impossibilité, pour des raisons médicales, d'implanter l'embryon dans l'utérus de la mère d'intention;

— indications médicales indirectes: lorsqu'une grossesse pourrait mettre en péril la vie de la mère d'intention ou que la mère d'intention a déjà fait plusieurs fausses couches inexplicables;

— hommes homosexuels ou seuls: comme ils n'ont pas d'utérus, le recours à une personne porteuse est pour eux souvent la seule manière de satisfaire leur désir d'enfant.

Aucune GPA n'est par conséquent autorisée pour d'autres raisons que celles précitées, par exemple pour des considérations esthétiques ou de carrière.

Le rôle des centres de fécondation

La proposition de loi prévoit que tout parcours de GPA doit être encadré par un centre de fécondation compétent afin que les conditions fixées par la loi proposée soient respectées. Les centres de fécondation

en de draagpersoon zich ten volle bewust worden van de zware procedure wat tot gevolg heeft dat ze vaak berusten in de kinderloosheid.

Voor homoseksuele mannen is hoogtechnologisch ZVA een haast onmogelijke zoektocht naar een draagpersoon én bovendien een eikel terwijl misschien de zus van één van hen hun kind wil dragen met de eigen eikel. Wij willen ook daarom het laagtechnologisch ZVA wettelijk regelen.

Hoogtechnologisch ZVA brengt bovendien een hoge kost met zich mee, voor de wensouder/s, maar ook voor de maatschappij (sociale zekerheid), terwijl die kost vermeden kan worden door Laagtechnologisch ZVA toe te laten.

Wie een traject aflegt onder begeleiding van een fertiliteitscentrum en onder de voorwaarden van de voorliggende wet, ongeacht laag- of hoogtechnologisch, geniet van de voordelen van deze wet (afstamming).

Zwangerschap voor anderen omwille van welbepaalde redenen

Zwangerschap voor anderen kan enkel en alleen omwille van:

— Rechtstreekse medische aanwijzingen: de baarmoeder ontbreekt of inplanting van de vrucht is om medische redenen onmogelijk bij de wensmoeder.

— Onrechtstreekse medische aanwijzingen: een zwangerschap zou levensbedreigend zijn voor de wensmoeder of de wensmoeder had verschillende onverklaarbare miskramen.

— Homoseksuele mannen of single mannen: zij beschikken zelf niet over een baarmoeder. Voor hen is werken met een draagpersoon vaak de enige manier om hun kinderwens te vervullen.

Dit wil zeggen dat ZVA omwille van elke andere reden zoals esthetische redenen, carrièreplanning, e.a. niet toegelaten wordt.

De rol van de fertiliteitscentra

Dit wetsvoorstel stipuleert dat elk ZVA-project begeleid moet worden door een daartoe bevoegd fertiliteitscentrum om aan deze wet te voldoen. De fertiliteitscentra blijven echter de gewetensclausule behouden zoals nu

conservent toutefois la clause de conscience telle qu'elle est actuellement prévue dans la loi relative à la procréation médicalement assistée. Nous sommes conscients que dans un premier temps, peu de centres accepteront une GPA de basse technologie ou une demande émanant d'un père d'intention, mais nous sommes convaincus que cela évoluera. De même, la PMA pour les femmes homosexuelles ou les femmes seules a pendant longtemps été uniquement acceptée dans certains centres, mais la situation a entre-temps considérablement évolué à cet égard.

La convention de traitement, la convention de GPA, l'autorisation judiciaire

La loi proposée définit clairement ce qu'il faut entendre par "convention de traitement". Il s'agit de la convention conclue entre le ou les parents d'intention, la personne porteuse et le centre de fécondation. Cette convention fixe entre autres les modalités du screening médical et psychologique du ou des parents d'intention ainsi que de la personne porteuse. Elle fournit également une information complète sur les implications du parcours de GPA et explicite les aspects juridiques.

Une convention de gestation pour autrui doit en outre être conclue entre le ou les parents d'intention et la personne porteuse. Cette convention, établie avec l'assistance d'un avocat ou d'un notaire, doit comprendre entre autres les accords relatifs aux éléments suivants: ce qu'il adviendra en cas de divorce ou de décès pendant la grossesse, la réalisation ou non d'un diagnostic prénatal, la présence du ou des parents d'intention à l'accouchement, les contacts entre la personne porteuse et l'enfant après la naissance, l'utilisation de contraceptifs pendant le traitement, le remboursement des dépenses et, le cas échéant, le paiement d'une compensation. Les parties peuvent prendre des accords supplémentaires en plus de ceux dont la conclusion est imposée par la loi.

Une autorisation judiciaire est par ailleurs nécessaire.

Il est prévu une séquence précise pour les deux conventions précitées et l'autorisation judiciaire de sorte que l'on ne puisse entamer le traitement de fécondation que lorsque chaque aspect a fait l'objet d'un accord et qu'un délai d'attente a été respecté.

Il est ainsi déterminé légalement que l'enfant sera juridiquement l'enfant du ou des parents d'intention. Une seule exception est prévue: le droit d'interrompre la grossesse reste un droit de la personne porteuse.

al wettelijk vastgelegd in de Wet Medische Begeleide Voorplanting. Wij beseffen dat er in eerste instantie weinig centra zullen zijn die laagtechnologisch zwangerschap voor anderen of een verzoek van een wensvader zullen toelaten, we zijn er echter van overtuigd dat deze weigering een evolutie zal doormaken. Zo werd MBV voor homoseksuele vrouwen van hetzelfde geslacht of alleenstaanden lang uitsluitend aanvaard in bepaalde centra, intussen evolueerde dit aanzienlijk.

De behandelingsovereenkomst, de overeenkomst ZVA, de rechterlijke machtiging

In de wet wordt duidelijk vastgelegd wat de "behandelingsovereenkomst" inhoudt, dit is de overeenkomst tussen de wensouder/s, de draagpersoon en het fertiliteitscentrum. Deze overeenkomst houdt o.a. een medische en psychologische screening in van zowel de wensouder/s als de draagpersoon, een volledige informatie van wat een ZVA-traject inhoudt, ook de juridische aspecten worden toegelicht.

Tussen de wensouder/s en de draagpersoon moet er bovendien een overeenkomst zwangerschap voor anderen worden afgesloten. Deze overeenkomst, opgesteld onder begeleiding van een advocaat of notaris, moet o.a. volgende afspraken bevatten: wat indien er een echtscheiding is of een overlijden tijdens de zwangerschap, afspraken over prenatale diagnostiek, aanwezigheid van de wensouder/s tijdens de bevalling, contact tussen draagpersoon en kind na de geboorte, gebruik anticonceptie tijdens de behandeling, terugbetaling van de uitgaven en in voorkomend geval betaling van een compensatie. Bijkomend aan de bij wet opgelegde afspraken kunnen er tussen de partijen bijkomende afspraken gemaakt worden.

Vervolgens is er een rechterlijke machtiging nodig.

Deze twee overeenkomsten en de rechterlijke machtiging zijn in een duidelijk stappenplan vastgelegd zodat er pas gestart kan worden met de fertiliteitsbehandeling op het moment dat er voor elk onderdeel een akkoord is en er een wachttijd gerespecteerd wordt.

Op die manier wordt wettelijk vastgelegd dat het kind het juridische kind zal worden van de wensouders/s. De enige uitzondering is echter het recht op zwangerschapsafbreking dat bij de draagpersoon blijft.

Gestation pour autrui étrangère

Même si l'instauration d'un cadre juridique offrira une solution pour de nombreux parents d'intention, il est utopique de penser qu'il n'y aura plus de parents d'intention qui iront chercher une personne porteuse à l'étranger. Même une "banque" dédiée à la gestation pour autrui n'apporterait pas de solution à cet égard. Toutes les GPA étrangères ne sont pas condamnables pour autant ni ne constituent une forme de trafic d'enfants. Par conséquent, il s'impose de réglementer également les GPA étrangères qui correspondent à la vision (éthique) de la présente proposition de loi. Les enfants issus d'une telle GPA méritent, eux aussi, de trouver, tout de suite après leur naissance, un foyer en Belgique auprès du ou des parents d'intention.

Buitenlands zwangerschap voor anderen

Ook al zal een juridisch kader voor vele wensouder/s een oplossing bieden, het is een utopie te denken dat er geen wensouders meer naar het buitenland zullen trekken op zoek naar een draagpersoon. Zelfs een "draagmoederschapsbank" zal dat niet oplossen. Toch is niet elk buitenlands ZVA verwerpelijk en een vorm van kinderhandel. Voor buitenlands ZVA, dat binnen de (ethische) visie valt van voorliggende wet moet er dan ook een regeling getroffen kunnen worden. Ook deze kinderen uit ZVA verdienen direct na de geboorte een thuis bij de wensouder/s hier in België.

Robby De Caluwé (Open Vld)
Maggie De Block (Open Vld)
Christian Leysen (Open Vld)
Goedele Liekens (Open Vld)
Tania De Jonge (Open Vld)

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE 1^{ER}

Disposition générale

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2

Gestation pour autrui

Section 1^{re}

Définitions

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, on entend par:

1° gestation pour autrui: la technique de procréation par laquelle une personne porteuse accepte d'avoir une grossesse pour le ou les parents d'intention et de remettre l'enfant immédiatement après la naissance au(x) parent(s) d'intention;

2° personne porteuse: la personne qui accepte par convention d'avoir une grossesse dans le cadre d'une gestation pour autrui;

3° partenaires:

a) des conjoints; ou

b) deux personnes qui cohabitent, légalement ou non, de manière permanente et affective depuis au moins un an.

4° parent(s) d'intention: la personne non mariée ou les partenaires qui ont un projet parental par le biais de la gestation pour autrui.

5° enfant: l'enfant ou, en cas de naissance multiple, les enfants qui naissent d'une personne porteuse déterminée sur la base d'une convention de traitement en vue de la gestation pour autrui;

6° convention de traitement en vue de la gestation pour autrui: une convention écrite conclue entre la personne

WETSVOORSTEL

HOOFDSTUK 1

Algemene bepaling

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2

Zwangerschap voor anderen

Afdeling 1

Definities

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° zwangerschap voor anderen: de voortplantings-techniek waarin een draagpersoon aanvaardt om een zwangerschap te doorlopen voor de wensouder(s) en aanvaardt om onmiddellijk bij de geboorte afstand te doen van het kind ten gunste van de wensouder(s);

2° draagpersoon: de persoon die bij overeenkomst aanvaardt om een zwangerschap te doorlopen via zwangerschap voor anderen;

3° partners:

a) echtgenoten; of

b) twee personen die sinds ten minste één jaar op permanente en affectieve wijze al dan niet wettelijk samenwonen.

4° wensouder(s): de ongehuwde persoon of de partners die een ouderschapsproject via een zwangerschap voor anderen hebben.

5° kind: het kind of, in geval van een meerling, de kinderen die worden geboren uit een welbepaalde draagpersoon op grond van een behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen;

6° behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen: een schriftelijke overeenkomst

porteuse, le ou les parents d'intention et le centre de fécondation, en vue de la gestation pour autrui;

7° convention de gestation pour autrui: une convention écrite conclue entre la personne porteuse et le ou les parents d'intention en vue de la gestation pour autrui;

8° loi PMA: la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes;

9° centre de fécondation: un centre de fécondation tel que visé à l'article 2, g), de la loi PMA;

10° gamètes: les gamètes tels que visées à l'article 2, k), de la loi PMA;

11° donneur de gamètes: un donneur de gamètes tel que visé à l'article 2, p), de la loi PMA;

Section 2

Principes généraux

Art. 3

Afin d'entraîner la filiation de l'enfant à l'égard du ou des parents d'intention dès la naissance, conformément à l'article 325/11 de l'ancien Code civil, la gestation pour autrui doit répondre aux conditions suivantes:

1° le ou les parents d'intention et la personne porteuse s'adressent à un centre de fécondation, avec lequel ils concluent une convention de traitement en vue de la gestation pour autrui;

2° le ou les parents d'intention et la personne porteuse concluent une convention de gestation pour autrui;

3° une homologation judiciaire de la convention de gestation pour autrui est obtenue conformément à l'article 12, § 2;

4° le ou les parents d'intention et la personne porteuse suivent le screening et l'encadrement médicaux et psychologiques tels qu'ils sont prévus par le centre de fécondation, pendant la période précédant la grossesse et pendant la grossesse;

5° le ou les parents d'intention et la personne porteuse donnent un consentement libre et éclairé à la gestation pour autrui.

afgesloten tussen de draagpersoon, de wensouder(s) en het fertiliteitscentrum, met het oog op de zwangerschap voor anderen;

7° overeenkomst van zwangerschap voor anderen: een schriftelijke overeenkomst afgesloten tussen de draagpersoon en de wensouder(s) met het oog op zwangerschap voor anderen;

8° MBV-wet: wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten;

9° fertiliteitscentrum: een fertiliteitscentrum als bedoeld in artikel 2, g), van de MBV-wet;

10° gameten: gameten als bedoeld in artikel 2, k), van de MBV-wet;

11° donor van gameten: een donor van gameten als bedoeld in artikel 2, p), van de MBV-wet;

Afdeling 2

Algemene beginselen

Art. 3

Om de afstamming van het kind ten aanzien van de wensouder(s) vanaf de geboorte, als bedoeld in artikel 325/11 van het oud Burgerlijk Wetboek tot gevolg te hebben, moet een zwangerschap voor anderen aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de wensouder(s) en de draagpersoon zich wenden tot een fertiliteitscentrum, waarmee ze een behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen afsluiten;

2° de wensouder(s) en de draagpersoon een overeenkomst van zwangerschap voor anderen afsluiten;

3° een rechterlijke homologatie van de overeenkomst van zwangerschap voor anderen wordt verkregen zoals voorzien in artikel 12, § 2;

4° de wensouder(s) en de draagpersoon de medische en psychologische screening en begeleiding volgens zoals voorzien door het fertiliteitscentrum, in de periode vóór de zwangerschap en tijdens de zwangerschap;

5° de wensouder(s) en de draagpersoon een vrije en geïnformeerde toestemming geven tot de zwangerschap voor anderen.

Art. 4

Toute convention de gestation pour autrui et toute convention de traitement en vue de la gestation pour autrui qui ne respecte pas les dispositions de la présente loi est nulle de plein droit.

Art. 5

Sous réserve des dérogations prévues par la présente loi, la loi PMA est d'application.

Art. 6

Le ou les parents d'intention peuvent recourir à la gestation pour autrui pour autant que les conditions suivantes soient remplies au moment de la demande de traitement:

1° la personne porteuse:

a) doit satisfaire aux conditions d'âge fixées à l'article 4, alinéas 2 et 3, de la loi PMA;

b) peut avoir une grossesse sans risque grave.

2° le ou les parents d'intention:

a) remplissent les conditions d'âge suivantes:

— le parent d'intention ou l'un des parents d'intention remplit la condition d'âge prévue à l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi PMA au moment de l'homologation judiciaire visée à l'article 12, § 2;

— le parent d'intention ou l'un des parents d'intention remplit la condition d'âge prévue à l'article 4, alinéa 3, de la loi PMA au moment de commencer un nouveau cycle de traitement tel que visé à l'article 14, § 2;

— le parent d'intention qui fournit des ovocytes, remplit la condition d'âge prévue à l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi PMA, au moment de commencer un nouveau cycle de traitement tel que visé à l'article 14, § 2;

b) est (sont) stérile(s), infécond(s) ou subfertile(s) et que les causes en ont été déterminées et traitées conformément à l'état d'avancement de la science et aux usages de la profession ou est (sont) biologiquement incapable(s) de porter un enfant lui-même (eux-mêmes);

Art. 4

Iedere overeenkomst van zwangerschap voor anderen en behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen die de bepalingen van deze wet niet naleeft, is nietig van rechtswege.

Art. 5

Behoudens de afwijkingen waarin deze wet voorziet, is de MBV-wet van toepassing.

Art. 6

Wensouder(s) kunnen beroep doen op zwangerschap voor anderen, voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn op het moment van de behandelingsaanvraag:

1° de draagpersoon:

a) moet voldoen aan de leeftijdsvoorwaarden bepaald in artikel 4, tweede lid en derde lid, van de MBV-wet;

b) kan zonder ernstig risico een zwangerschap doorlopen.

2° de wensouder(s):

a) voldoen aan volgende leeftijdsvoorwaarden:

— de wensouder of één van de wensouders voldoet aan de leeftijdsvoorwaarde bepaald in artikel 4, eerste lid, van de MBV-wet op het ogenblik van de rechterlijke homologatie als bedoeld in artikel 12, § 2;

— de wensouder of één van de wensouders voldoet aan de leeftijdsvoorwaarde bepaald in artikel 4, derde lid, van de MBV-wet, op het ogenblik van het opstarten van een nieuwe behandelcyclus als bedoeld in artikel 14, § 2;

— de wensouder die eicellen aanlevert voldoet aan de leeftijdsvoorwaarden bepaald in artikel 4, eerste lid, van de MBV-wet, op het ogenblik van het opstarten van een nieuwe behandelcyclus als bedoeld in artikel 14, § 2;

b) is (zijn) steriel, onvruchtbaar of subfertil en de oorzaken hiervan werden vastgesteld en behandeld overeenkomstig de stand van de wetenschap en de gebruiken van het beroep, of kan (kunnen) niet zonder ernstig risico een zwangerschap doorlopen, of is (zijn) biologisch niet in staat om zelf een kind te dragen;

c) n'ont pas de lien de parenté ou d'alliance entraînant une prohibition du mariage dont le tribunal de la famille ne peut accorder la levée.

Section 3

Procédure

Sous-section 1

Demande de traitement

Art. 7

Le centre de fécondation s'occupe du screening et de l'encadrement médicaux et psychologiques de la personne porteuse et du ou des parents d'intention à partir de la demande de traitement et pendant la grossesse.

Art. 8

§ 1^{er}. Le ou les parents d'intention et la personne porteuse introduisent ensemble par écrit une demande de traitement en vue de la gestation pour autrui auprès d'un centre de fécondation de leur choix.

La demande de traitement contient le nom, les prénoms, la date de naissance et le domicile ou la résidence habituelle et la signature de la personne porteuse et du ou des parents d'intention.

§ 2. Les pièces justifiant que le ou les parents d'intention et la personne porteuse satisfont aux conditions prévues à l'article 6, sont jointes à la demande de traitement.

Art. 9

§ 1^{er}. Après réception de la demande de traitement, le centre de fécondation vérifie si les conditions prévues à l'article 6 sont remplies.

Dans le cas contraire, le centre de fécondation refuse la demande de traitement. Le centre de fécondation communique par écrit le refus motivé au(x) parent(s) d'intention et à la personne porteuse.

§ 2. Si les conditions prévues à l'article 6 sont remplies, le centre de fécondation entame le screening et l'encadrement médicaux et psychologiques du ou des parents d'intention et de la personne porteuse, en vue de délivrer l'avis visé au paragraphe 3.

c) hebben geen band van bloed- of aanverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de familie-rechtbank geen ontheffing kan verlenen.

Afdeling 3

Procedure

Onderafdeling 1

Behandelingsaanvraag

Art. 7

Het fertiliteitscentrum staat in voor de medische en psychologische screening en begeleiding van de draagpersoon en de wensouder(s) vanaf de behandelingsaanvraag en tijdens de zwangerschap.

Art. 8

§ 1. De wensouder(s) en de draagpersoon dienen samen een schriftelijke behandelingsaanvraag tot zwangerschap voor anderen in bij een fertiliteitscentrum naar keuze.

De behandelingsaanvraag bevat de naam, de voornamen, de geboortedatum en de woonplaats of de gewone verblijfplaats en de handtekening van de draagpersoon en van de wensouder(s).

§ 2. De stukken die staven dat de wensouder(s) en de draagpersoon voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 6 worden bij de behandelingsaanvraag gevoegd.

Art. 9

§ 1. Na ontvangst van de behandelingsaanvraag gaat het fertiliteitscentrum na of voldaan is aan de voorwaarden bepaald in artikel 6.

Indien dit niet het geval is, weigert het fertiliteitscentrum de behandelingsaanvraag. Het fertiliteitscentrum deelt de gemotiveerde weigering schriftelijk mee aan de wensouder(s) en de draagpersoon.

§ 2. Indien de voorwaarden bepaald in artikel 6 voldaan zijn, start het fertiliteitscentrum de medische en psychologische screening en begeleiding op met de wensouder(s) en de draagpersoon, met het oog op het verlenen van het advies bedoeld in paragraaf 3.

Le centre de fécondation informe le ou les parents d'intention et la personne porteuse sur les caractéristiques, les inconvénients et les risques de la procréation médicalement assistée en vue de la gestation pour autrui.

Le centre de fécondation explique également les aspects juridiques de cette loi à la personne porteuse et au(x) parent(s) d'intention au début du screening et de l'encadrement.

Le centre de fécondation examine particulièrement si le ou les parents d'intention et la personne porteuse donnent leur consentement libre et éclairé à la gestation pour autrui et à ses conséquences et s'il n'y a pas de contre-indication d'ordre médicale ou psychologique dans le chef de la femme porteuse ou des parents d'intention.

§ 3. Dans les six mois suivant la réception de la demande de traitement, le centre de fécondation communie par écrit son avis motivé au(x) parent(s) d'intention et à la personne porteuse.

Sous-section 2

Convention de gestation pour autrui

Art. 10

Les parents d'intention et la personne porteuse concluent une convention de gestation pour autrui avec l'assistance d'un avocat ou d'un notaire.

La convention de gestation pour autrui mentionne au minimum les données suivantes:

1° la mention qu'un lien de filiation juridique naîtra entre le ou les parents d'intention et l'enfant né sur la base de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui, dès la naissance, conformément à l'article 325/11 de l'ancien Code civil;

2° la mention qu'en cas de décès de l'un ou des deux parents d'intention, de la fin de la relation ou du divorce du ou des parents d'intention, après la conception de l'enfant, le lien de filiation juridique visé au 1° s'établit en tout état de cause;

3° la mention qu'en cas de naissance d'un enfant qui décède à l'accouchement, le ou les parents d'intention peuvent demander qu'un acte d'enfant sans vie soit établi, conformément aux articles 58 et 59 de l'ancien Code civil;

Het fertiliteitscentrum informeert de wensouder(s) en de draagpersoon over de kenmerken, nadelen en risico's van de medisch begeleide voortplanting met het oog op zwangerschap voor anderen.

Het fertiliteitscentrum licht ook de juridische aspecten van deze wet toe aan de draagpersoon en de wensouder(s) bij de aanvang van de screening en begeleiding.

Het fertiliteitscentrum onderzoekt in het bijzonder of de wensouder(s) en de draagpersoon hun vrije en geïnformeerde toestemming geven tot het zwangerschap voor anderen en de gevolgen daarvan en of er medische of psychologische contra-indicaties zijn van de draagpersoon of de wensouders.

§ 3. Binnen zes maanden na de ontvangst van de behandelingsaanvraag, deelt het fertiliteitscentrum zijn gemotiveerd advies schriftelijk mee aan de wensouder(s) en de draagpersoon.

Onderafdeling 2

Overeenkomst van zwangerschap voor een ander

Art. 10

De wensouder(s) en de draagpersoon ondertekenen een overeenkomst van zwangerschap voor anderen onder begeleiding van een advocaat of een notaris.

De overeenkomst van zwangerschap voor anderen vermeldt ten minste de volgende gegevens:

1° de vermelding dat een juridische afstammingsband zal ontstaan tussen de wensouder(s) en het kind geboren op basis de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen, vanaf de geboorte, overeenkomstig artikel 325/11 van het oud Burgerlijk Wetboek;

2° de vermelding dat, ingeval van het overlijden van één of beide wensouders, de beëindiging van de relatie of de echtscheiding van de wensouder(s), na de verwekking van het kind, de juridische afstammingsband als bedoeld in de bepaling onder 1° in elk geval tot stand komt;

3° de vermelding dat de wensouder(s), in geval van de geboorte van een kind dat overleden is bij de bevalling, overeenkomstig artikel 58 en 59 van het oud Burgerlijk Wetboek, kunnen verzoeken tot de opmaak van een akte van levenloos kind;

4° des accords sur l'opportunité d'un diagnostic prénatal, des traitements médicaux nécessaires et indiqués, y compris d'une interruption de grossesse, avec la mention expresse que la personne porteuse prend seule les décisions finales à ce sujet;

5° des accords sur la présence du ou des parents d'intention à l'accouchement;

6° des accords sur le droit éventuel au contact personnel entre la personne porteuse et l'enfant après la naissance;

7° l'engagement des parties concernées de suivre l'encadrement psychologique et médical établi par le centre de fécondation, à partir de la demande de traitement jusqu'au terme de la grossesse;

8° la déclaration de la personne porteuse selon laquelle celle-ci prendra, durant le cycle de traitement, les mesures pour prévenir toute grossesse autre que celle prévue dans la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui;

9° le cas échéant, le montant de la compensation visée à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 3;

10° la mention des dépenses et pertes de revenus liées à la gestation pour autrui visées à l'article 17, § 2 et 3, les modalités pratiques de leur indemnisation ainsi que, le cas échéant, les dépenses et pertes de revenus que le ou les parents d'intention ne prendront pas en charge;

11° la mention que le ou les parents d'intention n'ont pas le droit de réclamer le remboursement des indemnités visées au 10° et sont tenus à payer ou rembourser les dépenses et pertes de revenus passées et futures en cas de rupture unilatérale de la convention par la personne porteuse ou après une interruption de grossesse, même lorsque celle-ci n'était pas nécessaire sur le plan médical.

Sous-section 3

Homologation

Art. 11

§ 1^{er}. La personne porteuse et le ou les parents d'intention soumettent la convention de gestation pour autrui, par requête unilatérale, au tribunal de la famille, en vue de son homologation.

Sous peine d'irrecevabilité, les pièces suivantes sont jointes à la requête:

4° afspraken over de wenselijkheid van een prenatale diagnostiek, van de noodzakelijke en aangewezen medische behandelingen, inclusief een zwangerschapsafbreking, met uitdrukkelijke vermelding dat de draagpersoon de uiteindelijke beslissingen hierover alleen neemt;

5° afspraken over de aanwezigheid van de wensouder(s) bij de bevalling;

6° afspraken over het eventuele recht op persoonlijk contact tussen de draagpersoon en het kind na de geboorte;

7° de verbintenis van de betrokken partijen om de door het fertiliteitscentrum vastgestelde medische en psychologische begeleiding te volgen, vanaf de behandelingsaanvraag de afloop van de zwangerschap;

8° de verklaring van de draagpersoon dat ze tijdens de behandelingscyclus maatregelen neemt ter voorkoming van een zwangerschap andere dan deze voorzien in de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen;

9° in voorkomend geval, het bedrag van de compensatie voorzien in artikel 17, § 1, derde lid;

10° de vermelding van de uitgaven en inkomstenverliezen verbonden aan de zwangerschap voor anderen als bedoeld in artikel 17, § 2 en 3, de praktische modaliteiten van hun vergoeding, alsook in voorkomend geval de uitgaven waarvoor de wensouder(s) niet zullen instaan;

11° de vermelding dat de wensouder(s) geen recht hebben op enige vordering tot teruggave van de vergoeding bedoeld in de bepaling onder 10° en gehouden blijven tot de betaling of terugbetaling van de door de draagpersoon gedane of toekomstige uitgaven en inkomstenverliezen bij eenzijdige beëindiging van de overeenkomst door de draagpersoon of na een zwangerschapsafbreking, ook wanneer deze niet medisch noodzakelijk was.

Onderafdeling 3

Homologatie

Art. 11

§ 1. De draagpersoon en de wensouder(s) leggen de overeenkomst van zwangerschap voor anderen, via eenzijdig verzoekschrift, ter homologatie voor aan de familierechtbank.

Bij het verzoekschrift worden op straffe van niet-ontvankelijkheid de volgende stukken gevoegd:

1° la convention de gestation pour autrui pour laquelle l'autorisation est souhaitée;

2° l'avis du centre de fécondation visé à l'article 9, § 3.

§ 2. Le tribunal homologue la convention de gestation pour autrui, après avis du ministère public, uniquement si:

1° les conditions légales sont remplies;

2° la convention de gestation pour autrui n'est pas contraire à l'intérêt de l'enfant à concevoir et les parents d'intention ne sont pas inaptes à devenir parents;

3° les parties ont donné devant le juge leur consentement libre et éclairé sur la gestation pour autrui;

4° le droit à l'intégrité physique de la personne porteuse n'est pas violé par la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui ni par la convention de gestation pour autrui;

S'il fait droit à la demande, le juge indique dans le dispositif que le ou les parents d'intention sont le ou les parents juridiques de l'enfant né sur la base de la convention de gestation pour autrui, conformément à l'article 325/11 de l'ancien Code civil.

Dès que la décision judiciaire d'homologation visée à l'alinéa 1^{er} est passée en force de chose jugée, le greffier informe par écrit le centre de fécondation consulté de cette décision.

Art. 12

§ 1^{er}. La décision judiciaire qui homologue la convention de gestation pour autrui produit ses effets durant deux ans après qu'elle soit passée en force de chose jugée.

§ 2. Le ou les parents d'intention et la personne porteuse peuvent demander conjointement au tribunal de la famille, par requête unilatérale, de prolonger une seule fois la décision judiciaire visée au paragraphe 1^{er} pour une période de deux ans.

Le juge prend en considération, dans sa décision de prolongation, le changement de circonstances et plus particulièrement l'intérêt de l'enfant à concevoir. Le juge peut à cette fin autoriser des modifications à la convention de gestation pour autrui.

1° de overeenkomst van zwangerschap voor anderen;

2° het advies van het fertiliteitscentrum als bedoeld in artikel 9, § 3.

§ 2. De rechtbank homologeert de overeenkomst van zwangerschap voor anderen slechts, na advies van het openbaar ministerie, indien:

1° de wettelijke voorwaarden zijn voldaan;

2° de overeenkomst van zwangerschap voor anderen niet strijdig met het belang van het te verwekken kind is en de wensouder(s) niet ongeschikt worden geacht als ouder(s);

3° de partijen voor de rechter hun vrije en geïnformeerde toestemming met de zwangerschap voor anderen;

4° het recht op fysieke integriteit van de draagpersoon niet wordt geschonden door de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen noch door de overeenkomst van zwangerschap voor anderen.

Als het verzoek wordt ingewilligd, bepaalt de rechter in het beschikkend gedeelte dat de wensouder(s) de juridische ouder(s) zijn van het kind geboren op basis van de overeenkomst van zwangerschap voor anderen, overeenkomstig artikel 325/11 van het oud Burgerlijk Wetboek.

Van zodra de rechterlijke beslissing tot homologatie als bedoeld in het eerste lid in kracht van gewijsde is getreden, stelt de griffier het geraadpleegde fertiliteitscentrum schriftelijk in kennis van deze beslissing.

Art. 12

§ 1. De rechterlijke beslissing tot homologatie van de overeenkomst van zwangerschap voor anderen heeft uitwerking gedurende twee jaar nadat ze in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. De wensouder(s) en de draagpersoon kunnen de familierechtbank gezamenlijk, via eenzijdig verzoekschrift, verzoeken om de rechterlijke beslissing bedoeld in paragraaf 1 eenmalig te verlengen voor een tweede periode van twee jaar.

De rechter houdt in zijn beslissing tot verlenging rekening met gewijzigde omstandigheden en in het bijzonder met het belang van het te verwekken kind. De rechter kan hiertoe wijzigingen aan de overeenkomst van zwangerschap voor anderen toestaan.

§ 3. Si durant la période visée aux paragraphes 1^{er} et 2, aucun enfant n'a été conçu par la personne porteuse sur la base de la convention de gestation pour autrui homologuée, la décision judiciaire visée au paragraphe 1^{er}, la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui et la convention de gestation pour autrui cessent de produire leurs effets.

La décision judiciaire visée au paragraphe 1^{er} cesse également de produire ses effets en cas de décès de l'un des parents d'intention avant la conception d'un enfant sur la base la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui. Le parent d'intention survivant peut demander au tribunal de prolonger cette décision judiciaire conformément au paragraphe 2.

Sous-section 4

Traitement en vue de la gestation pour autrui

Art. 13

Au plus tôt un mois après que la décision judiciaire visée à l'article 11 § 2 est passée en force de chose jugée, le ou les parents d'intention, la personne porteuse et un centre de fécondation concluent une convention de traitement en vue de la gestation pour autrui.

La convention de traitement en vue de la gestation pour autrui mentionne au moins les données suivantes, à peine de nullité:

1° les prénoms, le nom, la date de naissance, l'adresse et le numéro de registre national de la personne porteuse;

2° les prénoms, le nom, la date de naissance, l'adresse et le numéro de registre national du ou des parents d'intention;

3° les données du centre de fécondation qui a accepté la demande de traitement en vue de la gestation pour autrui;

4° la constatation que les deux parties ont décidé, après mûre réflexion et concertation commune, que l'enfant conçu de la gestation pour autrui sera porté par la personne porteuse et confié immédiatement après la naissance au(x) parent(s) d'intention.

La convention de traitement en vue de la gestation pour autrui porte sur tous les enfants qui sont conçus sur la base de cette convention de traitement.

§ 3. Indien binnen de periode bedoeld in de paragrafen 1 of 2 geen kind werd verwekt bij de draagpersoon op basis van de gehomologeerde overeenkomst van zwangerschap voor anderen, houden de rechterlijke beslissing bedoeld in paragraaf 1, de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen en de overeenkomst van zwangerschap voor anderen op uitwerking te hebben.

De rechterlijke beslissing bedoeld in paragraaf 1 houdt ook op uitwerking te hebben bij het overlijden van één van de wensouders vóór de verwekking van een kind op basis van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen. De overlevende wensouder kan de rechtbank verzoeken om deze rechterlijke beslissing te verlengen overeenkomstig paragraaf 2.

Onderafdeling 4

Behandeling met het oog op zwangerschap voor anderen

Art. 13

Ten vroegste één maand nadat de rechterlijke beslissing bedoeld in artikel 11, § 2, in kracht van gewijsde is getreden kunnen de wensouder(s), de draagpersoon en een fertiliteitscentrum de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen ondertekenen.

De behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen vermeldt ten minste de volgende gegevens, op straffe van nietigheid:

1° de voornamen, naam, geboortedatum, het adres en het rijksregisternummer van de draagpersoon;

2° de voornamen, naam, geboortedatum, het adres en het rijksregisternummer van de wensouder(s);

3° de gegevens van het fertiliteitscentrum dat de behandelingsaanvraag tot zwangerschap voor anderen heeft aanvaard;

4° de vaststelling dat beide partijen na zorgvuldige overweging en gezamenlijk overleg besloten hebben dat het uit de zwangerschap voor anderen verwekte kind zal worden gedragen door de draagpersoon en onmiddellijk na de geboorte aan de wensouder(s) toevertrouwd.

De behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen heeft betrekking op alle kinderen die op basis van deze behandelingsovereenkomst worden verwekt.

Art. 14

§ 1^{er}. Dès l'instant où la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui a été signée par toutes les parties, le traitement en vue de la gestation pour autrui peut commencer.

§ 2. Au début de chaque nouveau cycle de traitement, entamé sur la base de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui, le centre de fécondation vérifie si tous les intéressés donnent encore leur consentement libre et éclairé à cet effet.

À défaut, le centre de fécondation communique par écrit aux parties que pour ce motif, il n'est plus donné suite à la demande de traitement.

En cas de changement de circonstances pour l'une des parties pouvant avoir une influence sur le consentement libre et éclairé, cette partie en informe les autres parties sans délai.

§ 3. Le centre de fécondation peut mettre fin au traitement à tout moment s'il estime que les conditions légales ne sont plus remplies ou sur la base d'une clause de conscience.

Le centre de fécondation communique par écrit au(x) parent(s) d'intention et à la personne porteuse les motifs de la résiliation.

§ 4. La personne porteuse décide elle-même à tout moment de l'exécution ou non des traitements médicaux nécessaires et indiqués, y compris d'une interruption de grossesse.

Cette décision ne donne pas au(x) parent(s) d'intention le droit à un remboursement des dépenses liées à la gestation pour autrui visée à l'article 17, § 2 et 3, ni ne dispense le ou les parents d'intention du remboursement des dépenses futures ou que la personne porteuse a déjà effectuées à cet effet. La décision ne donne pas lieu non plus au paiement d'un dédommagement.

Art. 15

Dans le mois suivant la conception de l'enfant, le ou les parents d'intention, ou l'un d'entre eux, transmet(tent) les pièces suivantes à l'officier de l'état civil compétent conformément à l'article 13 de l'ancien Code civil:

1° une copie de la décision judiciaire d'homologation visée à l'article 11, § 2;

Art. 14

§ 1. Van zodra de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen door alle partijen werd ondertekend, kan de behandeling met het oog op zwangerschap voor anderen worden opgestart.

§ 2. Op het ogenblik van het opstarten van elke nieuwe behandelingscyclus op basis van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen, gaat het fertiliteitscentrum na of alle betrokkenen hiertoe nog steeds hun vrije en geïnformeerde toestemming geven.

Bij gebrek hieraan deelt het fertiliteitscentrum schriftelijk aan de partijen mee dat de behandelingsaanvraag om die reden wordt stopgezet.

In geval van gewijzigde omstandigheden bij één van de partijen die een invloed kunnen hebben op de vrije en geïnformeerde toestemming, stelt deze partij de andere partijen hiervan onmiddellijk op de hoogte.

§ 3. Het fertiliteitscentrum kan de behandeling op elk ogenblik beëindigen, indien het van oordeel is dat de wettelijke voorwaarden niet meer vervuld zijn of op basis van een gewetensclausule.

Het fertiliteitscentrum deelt de gemotiveerde beëindiging schriftelijk mee aan de wensouder(s) en de draagpersoon.

§ 4. De draagpersoon beslist op elk ogenblik zelf over het al dan niet uitvoeren van de noodzakelijke en aangewezen medische behandelingen, inclusief een zwangerschapsafbreking.

Deze beslissing geeft de wensouder(s) geen recht op een teruggave van de uitgaven verbonden aan de zwangerschap voor anderen als bedoeld in artikel 17, § 2 en 3, noch ontslaat het de wensouder(s) van de vergoeding van de reeds door de draagpersoon hiertoe gedane of toekomstige uitgaven. De beslissing geeft evenmin aanleiding tot het betalen van een schadevergoeding.

Art. 15

Binnen één maand na de verwekking van het kind maken de wensouder(s), of één van hen, de volgende stukken over aan de volgens artikel 13 oud Burgerlijk wetboek bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand:

1° een afschrift van de rechterlijke beslissing tot homologatie, als bedoeld in artikel 11, § 2;

2° le cas échéant, une copie de la prolongation de la décision judiciaire d'homologation visée à l'article 11, § 2;

3° une copie de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui signée.

L'officier de l'état civil compétent en fait mention au Registre national, tant en ce qui concerne le ou les parents d'intention qu'en ce qui concerne la personne porteuse. Il informe la personne porteuse et le centre de fécondation de cette mention.

Si le ou les parents d'intention omettent de transmettre les pièces visées à l'alinéa 1^{er} à l'officier de l'état civil, la personne porteuse peut les transmettre à son officier de l'état civil compétent conformément à l'article 13 de l'ancien Code civil. Ce dernier procède alors à la mention visée à l'alinéa 2.

Cette mention est effacée automatiquement 300 jours après son enregistrement au Registre national.

Art. 16

§ 1^{er}. La personne porteuse, l'un des parents d'intention ou les deux peuvent à tout moment mettre fin unilatéralement à la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui, pour autant qu'aucun enfant n'ait été conçu par la personne porteuse sur la base de cette convention.

La cessation de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui est communiquée aux autres parties par écrit.

§ 2. La cessation de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui entraîne de plein droit la cessation de la convention de gestation pour autrui.

§ 3. La cessation de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui ne donne pas au(x) parent(s) d'intention le droit à un remboursement des dépenses liées à la gestation pour autrui visée à l'article 17, § 2 et 3, ni ne dispense le ou les parents d'intention du remboursement des dépenses futures ou que la personne porteuse a déjà effectuées à cet effet.

La cessation ne donne pas lieu non plus au paiement d'un dédommagement, quel que soit le motif de la cessation.

2° in voorkomend geval, een afschrift van de verlenging van de rechterlijke beslissing tot homologatie, als bedoeld in artikel 11, § 2;

3° een kopie van de ondertekende behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen.

De bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand maakt hiervan melding in het Rijksregister, zowel bij de wensouder(s) als bij de draagpersoon. Hij brengt de draagpersoon en het fertiliteitscentrum op de hoogte van deze melding.

Indien de wensouder(s) in gebreke blijven de stukken bedoeld in het eerste lid tijdig over te maken aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, kan de draagpersoon deze overmaken aan haar volgens artikel 13 oud Burgerlijk wetboek bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand. Deze laatste maakt dan de melding bedoeld in het tweede lid.

Deze melding wordt automatisch gewist 300 dagen na de opname ervan in het Rijksregister.

Art. 16

§ 1. De draagpersoon of één of beide wensouder(s) kunnen steeds eenzijdig de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen beëindigen, voor zover er geen kind werd verwekt bij de draagpersoon op basis van deze overeenkomst.

De beëindiging van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen wordt schriftelijk, meegedeeld aan de andere partijen.

§ 2. De beëindiging van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen heeft van rechtswege de beëindiging van de overeenkomst van zwangerschap voor anderen tot gevolg.

§ 3. De beëindiging van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen geeft de wensouder(s) geen recht op teruggave van de reeds betaalde uitgaven verbonden aan de zwangerschap voor anderen als bedoeld in artikel 17, § 2 en 3, noch ontslaat het de wensouder(s) van de betaling van toekomstige of de reeds door de draagpersoon hiertoe gedane uitgaven.

De beëindiging geeft evenmin aanleiding tot het betalen van een schadevergoeding, ongeacht de reden van de beëindiging.

Section 4*Indemnité***Art. 17**

§ 1^{er}. La gestation pour autrui est volontaire et principalement altruiste.

Le ou les parents d'intention indemnisent les dépenses visées au paragraphe 2 et la perte de revenus visée au paragraphe 3 pour autant qu'il n'y soit pas dérogé dans la convention de gestation pour autrui.

Les parties peuvent en outre convenir d'une compensation visant à indemniser les efforts et les inconvénients liés à la grossesse.

§ 2. Constituent des dépenses liées à la gestation pour autrui:

1° les frais de déplacement pour les rendez-vous médicaux ou paramédicaux liés à la grossesse ou aux soins postnataux;

2° les parties non remboursées par la mutuelle ou une assurance privée des honoraires médicaux, paramédicaux ou les frais pharmaceutiques liés à la grossesse;

3° les parties non remboursées par la mutuelle ou une assurance privée des frais d'hospitalisation liés à l'accouchement;

4° les frais vestimentaires directement liés à la grossesse;

5° les frais d'aide pour le ménage ou les courses de la personne porteuse, à l'exception faite des coûts pur lesquels l'état intervient;

6° le coût de l'assurance-vie de la personne porteuse;

7° les frais juridiques et administratifs liés à la gestation pour autrui;

8° les petits remerciements ou cadeaux d'une valeur monétaire modeste, ayant surtout une valeur sentimentale.

§ 3. Constitue des pertes de revenus liées à la gestation pour autrui:

Afdeling 4*Vergoeding***Art. 17**

§ 1. Zwangerschap voor anderen is vrijwillig en hoofdzakelijk altruïstisch.

De wensouder(s) vergoeden de uitgaven als bedoeld in paragraaf 2 en het inkomstenverlies als bedoeld in paragraaf 3, voor zover hiervan niet werd afgeweken in de overeenkomst van zwangerschap voor anderen.

De partijen kunnen ook een compensatie overeenkomen voor de inspanningen en het ongemak in verband met de zwangerschap.

§ 2. Vormen uitgaven die verband houden met zwangerschap voor anderen:

1° de verplaatsingskosten voor medische of paramedische afspraken die verband houden met de zwangerschap of met postnatale verzorging;

2° de gedeelten van de (para)medische erelonen die niet worden terugbetaald door het ziekenfonds of een private verzekering, of de farmaceutische kosten die verband houden met de zwangerschap;

3° de gedeelten van de ziekenhuiskosten die verband houden met de bevalling en niet terugbetaald worden door het ziekenfonds of een private verzekering;

4° de kledijkosten die rechtstreeks verband houden met de zwangerschap;

5° de kosten voor hulp in het huishouden of de boodschappen van de draagpersoon, met uitzondering van de kosten waarvoor de overheid tussenkomt;

6° de kosten voor een levensverzekering van de draagpersoon;

7° de juridische en administratieve kosten verbonden aan de zwangerschap voor anderen;

8° kleine bedankingen of geschenken van een bescheiden geldelijke waarde, met voornamelijk sentimentele waarde.

§ 3. Vormen inkomstenverlies dat verband houdt met zwangerschap voor anderen:

1° la perte de revenus professionnel ou les coûts de remplacement de la personne porteuse, qui sont directement liés à la grossesse;

2° la perte de droits aux allocations de sécurité sociale.

§ 3. Toute mesure visant à solliciter ou recruter une personne porteuse en vue d'obtenir, directement ou indirectement, un profit ou un avantage comparable pour soi-même ou pour un tiers, est interdite.

Toute mesure rendant public le besoin ou la disponibilité d'une personne porteuse, qui a pour but d'offrir ou de rechercher un profit ou un avantage comparable, directement ou indirectement, pour soi-même ou pour un tiers, est interdite.

Toutefois la divulgation du besoin ou de la disponibilité d'une personne porteuse sans but de lucre est autorisée dans les centres de fertilité.

CHAPITRE 3

Modifications du Code civil

Art. 18

L'article 42 de l'ancien Code civil, remplacé par la loi du 18 juin 2018, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit:

“En cas de naissance après une gestation pour autrui, conformément à la loi du... sur la gestation pour autrui, la notification de la naissance mentionne que l'enfant est né après une gestation pour autrui, pour autant que le notifiant en ait été informé.”

Art. 19

À l'article 43 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa 2 et un alinéa 3 rédigés comme suit:

“En cas de naissance après une gestation pour autrui, conformément à la loi du ... sur la gestation pour autrui, le ou les parents d'intention, ou l'un d'entre eux, remet(tent), dans le cadre de la déclaration de la naissance, les pièces suivantes à l'officier de l'état civil, sauf si ces pièces ont déjà été communiquées à cet officier de l'état civil après la conception:

1° het verlies van beroepsinkomsten of de verplaatsingskosten voor de draagpersoon, waarbij een rechtstreeks verband is met de zwangerschap;

2° het verlies van rechten op sociale zekerheidsuitkeringen.

§ 3. Elke maatregel met het oog op het benaderen of werven van een draagpersoon teneinde rechtstreeks of onrechtstreeks winst of een vergelijkbaar voordeel voor zichzelf of voor een derde te verkrijgen, is verboden.

Elke maatregel tot het onder de aandacht brengen van de nood aan of de beschikbaarheid van een draagpersoon, met het oog op het aanbieden of het verkrijgen van winst of een vergelijkbaar voordeel, rechtstreeks of onrechtstreeks, voor zichzelf of voor derden, is verboden.

De openbaarmaking van de nood aan of de beschikbaarheid van een draagpersoon zonder winstoogmerk is evenwel toegestaan.

HOOFDSTUK 3

Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek

Art. 18

Artikel 42, van het oud Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juni 2018, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

“In geval van geboorte na zwangerschap voor anderen, overeenkomstig de wet van... op het zwangerschap voor anderen, vermeldt de kennisgeving van de geboorte dat het kind werd geboren na zwangerschap voor anderen, voor zover de kennisgever hiervan op de hoogte is.”

Art. 19

In artikel 43 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) Paragraaf 1 wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

“In geval van geboorte na zwangerschap voor anderen, overeenkomstig de wet van ... over de zwangerschap voor anderen, leggen de wensouder(s), of één van hen, bij de aangifte van de geboorte de volgende stukken voor aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, tenzij deze reeds aan deze ambtenaar van de burgerlijke stand werden overgemaakt na de verwekking:

1° la décision judiciaire autorisant la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui, visée à l'article 11, § 2, de la même loi et

2° la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui signée”;

b) Il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit:

“§ 1^{er}/1. Pour chaque déclaration de naissance, l'officier de l'état civil vérifie dans le Registre national s'il a été fait mention d'une gestation pour autrui, conformément à l'article 15, alinéa 2, de la loi sur la gestation pour autrui, et si la naissance de l'enfant peut en être le résultat.”.

c) Le paragraphe 2 est complété par les mots “ou, dans la mesure où une mention visée au § 1^{er}/1 a été faite, sur la base de cette mention.”.

Art. 20

L'article 44 du même Code est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'acte de naissance mentionne, si l'enfant est né après une gestation pour autrui conformément à la loi du ... sur la gestation pour autrui, les noms du ou des parents d'intention, tel qu'ils ont été établi conformément à l'article 325/11.

Dans ce cas, le ou les parents d'intention sont mentionnés dans l'acte de naissance en tant que:

1° mère, si la filiation est établie à l'égard d'une femme, et père, si une filiation est établie à l'égard d'un homme, ou coparente, si un deuxième lien de filiation est établi à l'égard d'une femme;

2° père et coparent, si deux liens de filiation sont établis à l'égard d'un homme, avec mention de l'homme dont les gamètes ont été utilisés pour la conception de l'enfant en tant que père”.

Art. 21

Dans le livre I, titre VII, chapitre I du même Code, il est inséré un article 314/1 rédigé comme suit:

1° de rechterlijke beslissing tot machtiging van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen, als bedoeld in artikel 11, § 2, van dezelfde wet; en

2° de ondertekende behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen”;

b) Een paragraaf 1/1 wordt ingevoegd, luidende:

“§ 1/1. Bij elke geboorteaangifte gaat de ambtenaar van de burgerlijke stand na in het Rijksregister of er melding werd gemaakt van een zwangerschap voor anderen, overeenkomstig artikel 15, tweede lid, van de wet over de zwangerschap voor anderen, en of het kind hiervan het gevolg kan zijn.”

c) Paragraaf 2 wordt aangevuld met de woorden “of, voor zover er een melding als bedoeld in § 1/1 werd gemaakt, op basis van deze melding.”

Art. 20

Artikel 44 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met twee leden, luidende als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, 2°, vermeldt de akte van geboorte, in geval het kind geboren werd na zwangerschap voor anderen, overeenkomstig de wet van ... over de zwangerschap voor anderen, de namen van de wensouder(s), zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 325/11.

In dit geval kunnen de wensouder(s) in de geboorteakte worden vermeld als:

1° moeder, in geval de afstamming ten aanzien van een vrouw wordt vastgesteld, en vader, indien een afstamming ten aanzien van een man wordt vastgesteld, of meemoeder, indien een tweede afstammingsband ten aanzien van een vrouw wordt vastgesteld;

2° vader en meevader, indien twee afstammingsbanden ten aanzien van een man worden vastgesteld, met vermelding van de man van wie de gameten werden gebruikt voor de verwekking van het kind, als vader”.

Art. 21

In Boek I, Titel VII, Hoofdstuk I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 314/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 314/1. Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables lorsqu’un seul lien de filiation a été établi conformément à l’article 325/11.”.

Art. 22

À l’article 319 du même Code, remplacé par la loi du 5 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° Dans l’alinéa 1^{er}, les mots “ou que seul un lien de filiation a été établi conformément à l’article 325/11” sont insérés entre les mots “ni la comaternité visée au chapitre 2/1,” et les mots “, le père peut reconnaître l’enfant”.

2° L’article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit:

“Si un lien de filiation paternelle a déjà été établi conformément à l’article 325/11, l’auteur de la reconnaissance est mentionné en tant que coparent dans l’acte de naissance.”.

Art. 23

Dans l’article 325/4, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2014, les mots “ou que seul un lien de filiation a été établi conformément à l’article 325/11” sont insérés entre les mots “n’est pas établie en vertu de l’article 325/2” et les mots “, la coparente peut reconnaître l’enfant”.

Art. 24

Dans le livre I, titre VII, chapitre VII, du même Code, il est inséré un chapitre 2/2 rédigé comme suit:

“Chapitre 2/2. De l’établissement de la filiation après gestation pour autrui.

Art. 25

Dans le chapitre 2/2, inséré par l’article 24, il est inséré un article 325/11 rédigé comme suit:

“Art. 325/11. § 1^{er}. Un enfant né suite à une gestation pour autrui telle que visée dans la loi du ... sur la gestation pour autrui, a pour parent(s) le ou les parents d’intention enregistrés dans la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui pour laquelle le juge

“Art. 314/1. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing wanneer er slechts één afstammingsband werd vastgesteld overeenkomstig artikel 325/11.”.

Art. 22

In artikel 319 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 5 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden “of wanneer er slechts één afstammingsband werd vastgesteld overeenkomstig artikel 325/11” ingevoegd tussen de woorden “noch het meemoederschap bedoeld in hoofdstuk 2/1” en de woorden “, kan de vader het kind erkennen”;

2° Het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

“In geval er reeds een vaderlijke afstammingsband werd vastgesteld volgens artikel 325/11, wordt de erkenner als meevader vermeld in de akte van geboorte.”

Art. 23

In artikel 325/4, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2014, worden de woorden “of wanneer er slechts één afstammingsband werd vastgesteld overeenkomstig artikel 325/11” ingevoegd tussen de woorden “niet vaststaat krachtens artikel 325/2” en “, kan de meemoeder het kind erkennen”.

Art. 24

In boek I, titel VII, hoofdstuk VII, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk 2/2 ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk 2/2. Vaststelling van de afstamming na zwangerschap voor anderen”.

Art. 25

In hoofdstuk 2/2, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 325/11 ingevoegd, luidende:

“Art. 325/11. § 1. Een kind geboren na zwangerschap voor anderen als bedoeld in de wet van ... over de zwangerschap voor anderen, heeft de wensouder(s), zoals opgenomen in de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen waartoe de rechter

a accordé son autorisation, y compris si (un de) ceux-ci sont décédés.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque au moment de la procréation médicalement assistée qui a conduit à la conception de l'enfant, la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui ne produisait plus ses effets conformément à l'article 12, § 1^{er}, de la loi du ... sur la gestation pour autrui.

§ 2. Les articles 58 et 59 sont d'application au bénéfice du ou des parents d'intention.”.

Art. 26

Dans le chapitre 2/2, inséré par l'article 24, il est inséré un article 325/13 rédigé comme suit:

“Art. 325/13. § 1^{er}. Pour autant que la conception de l'enfant ne puisse résulter de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui dont la conclusion a été autorisée par une décision judiciaire, les liens de filiation établis selon l'article 325/11 peuvent être contestés devant le tribunal de la famille par le ou les parents d'intention, la personne porteuse, l'enfant, la personne qui revendique la paternité ou la comaternité de l'enfant et le procureur du Roi.

L'action en contestation porte toujours sur tous les liens de filiation établis sur la base de l'article 325/11.

§ 2. L'action de la personne porteuse, du ou des parents d'intention, ou de l'un d'entre eux, doit être intentée dans l'année de la découverte du fait que la conception de l'enfant ne peut résulter de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui dont la conclusion a été autorisée par une décision judiciaire.

L'action de la personne qui revendique la paternité de l'enfant doit être intentée dans l'année de la découverte qu'il est le père de l'enfant. Cette demande est irrecevable s'il est démontré que cette personne savait que le don de ses gamètes avait lieu dans le cadre d'une convention de gestation pour autrui.

L'action de la femme qui revendique la comaternité de l'enfant doit être intentée dans l'année de la découverte du fait qu'elle a consenti à la conception, conformément à la loi PMA et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, et que la conception peut être la conséquence de cet acte.

machtiging verleende, als ouder(s), ook indien deze(n) overleden zijn.

Het eerste lid is niet van toepassing indien de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen op het ogenblik van de medisch begeleide voortplanting waaruit het kind werd verwekt geen uitwerking meer had volgens artikel 12, § 1 van de wet van ... van de zwangerschap voor anderen.

§ 2. De artikelen 58 en 59 zijn van toepassing in het voordeel van de wensouder(s).”.

Art. 26

In hoofdstuk 2/2, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 325/13 ingevoegd, luidende:

“Art. 325/13. § 1. Voor zover de verwekking van het kind niet het gevolg kan zijn van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen waartoe de rechterlijke beslissing een machtiging tot afsluiting verleende, kunnen de volgens artikel 325/11 vastgestelde afstammingsbanden worden betwist voor de familierechtbank door de wensouder(s), de draagpersoon, het kind, de persoon die het vaderschap of meemoederschap van het kind opeist en de procureur des Konings.

De vordering tot betwisting heeft steeds betrekking op alle afstammingsbanden vastgesteld op grond van artikel 325/11.

§ 2. De vordering van de draagpersoon, van de wensouder(s), of één van hen, moet worden ingesteld binnen een jaar na de ontdekking van het feit dat de verwekking van het kind niet het gevolg kan zijn van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen waartoe de rechterlijke beslissing een machtiging tot afsluiting verleende.

De vordering van de persoon die het vaderschap van het kind opeist moet worden ingesteld binnen het jaar na de ontdekking dat hij de vader van het kind is. Deze vordering is onontvankelijk indien wordt aangetoond dat deze persoon wist dat de donatie van zijn gameten plaatsvond in het kader van een behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen.

De vordering van de vrouw die het meemoederschap opeist, moet worden ingesteld binnen een jaar na de ontdekking van het feit dat zij heeft toegestemd in de verwekking overeenkomstig de MBV-wet en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten en de verwekking het gevolg kan zijn van die daad.

L'action de l'enfant doit être intentée au plus tôt le jour où il atteint l'âge de douze ans et au plus tard le jour où il a atteint l'âge de vingt-deux ans ou dans l'année de la découverte du fait que la conception de l'enfant ne peut résulter de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui dont la conclusion a été autorisée par une décision judiciaire.

Si le ou les parents d'intention, ou l'un d'entre eux, sont décédés sans avoir agi, alors que le délai pour le faire n'a pas encore expiré, son lien de filiation peut être contesté par ses ascendants ou par ses descendants dans l'année de son décès ou de la découverte de la naissance ou dans l'année de leur découverte du fait que la conception de l'enfant ne peut résulter de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui dont la conclusion a été autorisée par une décision judiciaire. Si le parent d'intention décède avant la naissance de l'enfant, son lien de filiation peut être contesté par ses ascendants et descendants dans l'année de la découverte de la naissance ou de leur découverte du fait que la conception de l'enfant ne peut résulter de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui dont la conclusion a été autorisée par une décision judiciaire.

§ 3. Sans préjudice des dispositions des §§ 1^{er} et 2, l'action en contestation intentée par le ou les parents d'intention, ou l'un d'entre eux, ou par la personne porteuse, n'est fondée que s'il est prouvé par toutes voies de droit que la conception de l'enfant ne peut résulter de la convention de traitement en vue de la gestation pour autrui dont la conclusion a été autorisée par une décision judiciaire. La décision faisant droit à cette action en contestation entraîne de plein droit l'établissement d'une filiation à l'égard de la personne porteuse conformément aux dispositions du chapitre I. Les dispositions du chapitre II ou du chapitre II/1 sont également d'application. Le tribunal de la famille vérifie que les conditions de l'article 332*quinquies* sont respectées. À défaut, l'action est rejetée.

§ 4. L'action en contestation introduite par l'homme qui se prétend le père biologique de l'enfant n'est en outre fondée que si sa paternité est établie. La décision faisant droit à cette action en contestation entraîne de plein droit l'établissement de la filiation du demandeur. Le tribunal

De vordering van het kind moet worden ingesteld ten vroegste op de dag waarop het de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt en uiterlijk op de dag waarop het de leeftijd van tweeëntwintig jaar heeft bereikt of binnen een jaar na de ontdekking van het feit dat de verwekking van het kind niet het gevolg kan zijn van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen waartoe de rechterlijke beslissing een machtiging tot afsluiting verleende.

Indien de wensouder(s), of één van hen, overleden zijn zonder in rechte te zijn opgetreden, terwijl de termijn om zulks te doen nog niet verstreken is, kan zijn of haar afstammingsband binnen een jaar na zijn of haar overlijden of na de ontdekking van de geboorte of binnen een jaar na de ontdekking van het feit dat de verwekking van het kind niet het gevolg kan zijn van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen waartoe de rechterlijke beslissing een machtiging tot afsluiting verleende, worden betwist door zijn of haar bloedverwanten in de opgaande en in de neerdalende lijn. Indien de wensouder overleden is vóór de geboorte van het kind kan zijn afstammingsband worden betwist door zijn bloedverwanten in de opgaande en in de neerdalende lijn binnen een jaar na de ontdekking van de geboorte of binnen een jaar de ontdekking van het feit dat verwekking van het kind niet het gevolg kan zijn van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen waartoe de rechterlijke beslissing een machtiging tot afsluiting verleende.

§ 3. Onverminderd het bepaalde in de §§ 1 en 2, is de vordering tot betwisting die wordt ingesteld door de wensouder(s), of één van hen, of door de draagpersoon, maar gegrond als door alle wettelijke middelen bewezen wordt dat de verwekking van het kind niet het gevolg kan zijn van de behandelingsovereenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen waartoe de rechterlijke beslissing een machtiging tot afsluiting verleende. De beslissing welke die vordering tot betwisting inwilligt, brengt van rechtswege de vaststelling van een afstammingsband ten opzichte van de draagpersoon met zich mee overeenkomstig de bepalingen in hoofdstuk I. De bepalingen van hoofdstuk II of hoofdstuk II/1 zijn ook van toepassing. De familierechtbank gaat na of aan de voorwaarden van artikel 332*quinquies* is voldaan. Zo niet, wordt de vordering afgewezen.

§ 4. De vordering tot betwisting die wordt ingesteld door de man die beweert de biologische vader te zijn, is bovendien maar gegrond voor zover diens vaderschap is komen vast te staan. De beslissing welke die vordering tot betwisting inwilligt, brengt van rechtswege de

vérifie que les conditions de l'article 332quinquies sont respectées. À défaut, l'action est rejetée.

§ 5. L'action en contestation introduite par la femme qui revendique la comaternité de l'enfant n'est fondée que s'il est établi que conformément à l'article 7 de la loi PMA, elle a consenti à la procréation médicalement assistée et que la conception de l'enfant peut en avoir résulté. La décision faisant droit à cette action en contestation entraîne de plein droit l'établissement de la filiation du demandeur. Le tribunal de la famille vérifie que les conditions de l'article 332quinquies, §§ 1^{er}, 1^{er}/1, 2 et 4, sont respectées. À défaut, l'action est rejetée.”

Art. 27

Dans le chapitre 2/2, inséré par l'article 24, il est inséré un article 325/14, rédigé comme suit:

“Art. 325/14. Sans préjudice des empêchements à mariage prévus aux articles 161 à 164, le mariage est également prohibé:

1° entre la personne porteuse et l'enfant né après la gestation pour autrui] ou ses descendants;

2° entre l'enfant né après la gestation pour autrui et le conjoint de la personne porteuse;

3° entre l'enfant né après la gestation pour autrui] et tous les parents et alliés ascendants ou descendants en ligne directe de la personne porteuse;

4° entre l'enfant né après la gestation pour autrui et les enfants nés de la même personne porteuse ou leurs descendants;

5° entre l'enfant et le frère ou la sœur de la personne porteuse.

Les empêchements visés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 5°, qui concernent les alliés peuvent être levés par le tribunal de la famille pour des motifs graves.

La procédure est introduite sur requête unilatérale par un des futurs conjoints. Le tribunal statue après avoir convoqué les futurs époux et après avoir recueilli l'avis du procureur du Roi sur le sujet.”

vaststelling van de afstammingsband van de verzoeker met zich mee. De rechtbank gaat na of aan de voorwaarden van artikel 332quinquies is voldaan. Zo niet, wordt de vordering afgewezen.

§ 5. De vordering tot betwisting die wordt ingesteld door de vrouw die het meemoederschap van het kind opeist is maar gegrond als bewezen wordt dat zij overeenkomstig artikel 7 van de MBV-wet heeft toegestemd tot medisch begeleide voortplanting en de verwekking van het kind hiervan het gevolg kan zijn. De beslissing welke die vordering tot betwisting inwilligt, brengt van rechtswege de vaststelling van de afstammingsband van de verzoeker met zich mee. De familierechtbank gaat na of aan de voorwaarden van artikel 332quinquies, §§ 1, 1/1, 2 en 4, is voldaan. Zo niet, wordt de vordering afgewezen.”

Art. 27

In hoofdstuk 2/2, ingevoegd bij artikel 24 wordt een artikel 325/14 ingevoegd, luidende:

“Art. 325/14. Onverminderd de huwelijksbeletselen bepaald in de artikelen 161 tot 164, is het huwelijk ook verboden:

1° tussen de draagpersoon en kind geboren na zwangerschap voor anderen of zijn afstammelingen;

2° tussen het kind geboren na zwangerschap voor anderen en de echtgenoot van de draagpersoon;

3° tussen het kind geboren na zwangerschap voor anderen en alle bloed- en aanverwanten van de draagpersoon in de rechte opgaande en nederdalende lijn;

4° tussen het kind geboren na zwangerschap voor anderen en de kinderen geboren uit dezelfde draagpersoon of hun afstammelingen.

5° tussen het kind en de broer of zus van de draagpersoon.

De familierechtbank kan om gewichtige redenen ontheffing verlenen van de in het eerste lid, 3° en 5° vermelde verbodsbepaling voor aanverwanten.

De procedure wordt op eenzijdig verzoekschrift ingeleid door een van de toekomstige echtgenoten. De rechtbank doet uitspraak na de toekomstige echtgenoten te hebben opgeroepen en na het advies van de procureur des Konings ter zake te hebben ingewonnen.”

Art. 28

Dans le livre I, titre VII, chapitre 5, du même Code, il est inséré un article 335ter/1 rédigé comme suit:

“Art. 335ter/1. L’enfant dont la filiation paternelle et la filiation à l’égard du coparent sont établies simultanément conformément à l’article 325/11, porte soit le nom de son père, soit le nom de son coparent, soit leurs deux noms accolés dans l’ordre choisi par eux dans la limite d’un nom pour chacun d’eux.

Le père et le coparent choisissent le nom de l’enfant lors de la déclaration de naissance. L’officier de l’état civil prend acte de ce choix. En cas de désaccord, l’enfant porte les noms du père et du coparent accolés par ordre alphabétique dans la limite d’un nom pour chacun d’eux. Lorsque le père et le coparent, ou l’un d’entre eux, portent un double nom, la partie du nom transmise à l’enfant est choisie par l’intéressé. En l’absence de choix, la partie du double nom transmise est déterminée selon l’ordre alphabétique.

Le refus d’effectuer un choix est considéré comme un cas de désaccord.

Lorsque le père et le coparent conjointement la naissance de l’enfant, l’officier de l’état civil constate le nom choisi par eux ou le désaccord entre eux, conformément à l’alinéa 2.

Lorsque le père ou le coparent déclare seul la naissance de l’enfant, il déclare à l’officier de l’état civil le nom choisi par eux ou le désaccord entre eux.

§ 2. Si la filiation du coparent est établie par reconnaissance après la filiation paternelle, le nom de l’enfant est établi conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} au moment de la déclaration de reconnaissance.

En cas d’action judiciaire donnant lieu à l’établissement d’un second lien de filiation ou au remplacement d’un de ces liens, le nom de l’enfant est établi conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} ou à l’article 335, § 1^{er}.

§ 3. Dans tous les cas où la filiation d’un enfant est modifiée alors que celui-ci a atteint l’âge de douze ans, aucune modification n’est apportée à son nom sans son accord.

Art. 28

In boek I, Titel VII, hoofdstuk 5, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 335ter/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 335ter/1. Het kind wiens afstamming van vaderszijde en van meevaderszijde tegelijkertijd komt vast te staan draagt ofwel de naam van zijn vader, ofwel de naam van zijn meevader, ofwel één die samengesteld is uit hun twee namen, in de door hen gekozen volgorde met niet meer dan één naam voor elk van hen.

De vader en de meevader kiezen de naam van het kind op het ogenblik van de aangifte van de geboorte. De ambtenaar van de burgerlijke stand neemt akte van deze keuze. In geval van onenigheid draagt het kind de naam van vader en de meevader naast elkaar in alfabetische volgorde met niet meer dan één naam voor elk van hen. Wanneer de vader en de meevader, of een van hen, een dubbele naam dragen, kiest de betrokkene het deel van de naam dat aan het kind wordt doorgegeven. Bij afwezigheid van keuze wordt het deel van de dubbele naam dat wordt doorgegeven bepaald op basis van de alfabetische volgorde.

De weigering om een keuze te maken wordt beschouwd als een geval van onenigheid.

Indien de vader en de meevader samen de geboorte van het kind aangeven, stelt de ambtenaar van de burgerlijke stand, overeenkomstig het tweede lid, de door de ouders gekozen naam of de onenigheid tussen de ouders, vast.

Indien vader of de meevader alleen de geboorte van het kind aangeeft, geeft hij de door de ouders gekozen naam of de onenigheid tussen de ouders, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand aan.

§ 2. Indien de afstamming ten aanzien van de meevader door erkenning wordt vastgesteld na de vaststelling van de afstamming van vaderszijde, wordt de naam van het kind vastgesteld overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 op het ogenblik van de aangifte van erkenning.

In geval van een rechtsvordering die aanleiding geeft tot de vaststelling van een tweede afstammingsband of de vervanging van een van deze banden, wordt de naam van het kind vastgesteld overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 of in artikel 335, § 1.

§ 3. In alle gevallen waarin de afstamming van een kind wordt gewijzigd wanneer het de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, wordt er zonder zijn instemming geen verandering aan zijn naam aangebracht.

Lorsqu'un choix est possible conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} à l'égard d'un enfant majeur, le choix est exercé par ce dernier.

§ 4. Le nom déterminé conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 s'impose aux autres enfants dont la filiation est ultérieurement établie à l'égard des mêmes père et coparent.

§ 5. En cas de modification de la filiation en suite d'une action judiciaire donnant lieu à un changement de nom, l'officier de l'état civil compétent modifie l'acte de naissance de l'enfant, les actes de l'état civil auxquels il se rapporte ainsi que, le cas échéant, les actes des descendants au premier degré.”

Art. 29

Dans l'article 335^{quater}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 6 juillet 2017 et modifié par la loi du 18 juin 2018, les mots “le père et la mère ou la mère et la coparente” sont remplacés par les mots “le père et la mère, la mère et la coparente ou le père et le coparent”.

Art. 30

Dans l'article 375^{bis}, même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

“Dans la convention de gestation pour autrui, prévue à l'article 10 de la loi sur la gestation pour autrui, un droit aux relations personnelles de la personne porteuse avec l'enfant peut être convenu.”

CHAPITRE 4

Modifications du Code de droit international privé

Art. 31

Dans l'article 25, § 1^{er}, 9°, du Code de droit international privé, les mots “articles 39, 57, 72” sont remplacés par les mots “articles 39, 57, 65/1, 72”.

Wanneer een keuze mogelijk is overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 ten aanzien van een meerderjarig kind, wordt de keuze uitgeoefend door deze laatste.

§ 4. De overeenkomstig de paragrafen 1 en 2, bepaalde naam geldt ook voor de andere kinderen wier afstamming later ten aanzien van dezelfde de vader en de meevader komt vast te staan.

§ 5. In geval van wijziging van de afstamming ingevolge een rechtsvordering die aanleiding geeft tot een verandering van naam, wijzigt de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand de akte van geboorte van het kind en de akten van de burgerlijke stand waarop ze betrekking heeft, alsook, in voorkomend geval, de akten van zijn afstammelingen in de eerste graad.”

Art. 29

In artikel 335^{quater}, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 juli 2017 en gewijzigd bij de wet van 18 juni 2018, worden de woorden “de vader en de moeder of de moeder en de meemoeder” vervangen door de woorden “de vader en de moeder, de moeder en de meemoeder of de vader en de meevader”.

Art. 30

In artikel 375^{bis}, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

“In de overeenkomst van zwangerschap voor anderen, zoals voorzien in artikel 10 van de wet over de zwangerschap voor anderen, kan een recht op persoonlijk contact van de draagpersoon met het kind worden overeengekomen.”

HOOFDSTUK 4

Wijzigingen van het Wetboek van internationaal privaatrecht

Art. 31

In artikel 25, § 1, van het Wetboek van internationaal privaatrecht worden in de bepaling onder 9° de woorden “artikelen 39, 57, 72” vervangen door de woorden “artikelen 39, 57, 65/1, 72”.

Art. 32

L'intitulé du Chapitre V du même Code est remplacé par ce qui suit:

“Filiation, filiation adoptive et filiation après gestation pour autrui”.

Art. 33

Dans le Chapitre V du même Code, il est inséré une section 2/1 intitulée comme suit:

“Filiation après gestation pour autrui”.

Art. 34

Dans le Chapitre V, section 2/1, du même Code, insérée par l'article 33, il est inséré un article 65/1 rédigé comme suit:

“Compétence internationale en matière de filiation après gestation pour autrui.

Art. 65/1. L'article 61 est d'application aux actions relatives à l'établissement de la filiation après gestation pour autrui.

Par dérogation à l'article 61, 3°, la juridiction belge est compétente si l'enfant ou la personne à l'égard de laquelle la filiation est invoquée ou contestée sont belges lors de l'introduction de la demande.”.

Art. 35

Dans le Chapitre V, section 2/1, du même Code, insérée par l'article 33, il est inséré un article 65/2 rédigé comme suit:

“Droit applicable à la filiation après gestation pour autrui.

Art. 65/2. L'établissement et la contestation du lien de filiation à l'égard d'une personne après gestation pour autrui en Belgique sont régis par le droit belge.”.

Art. 36

Dans le Chapitre V, section 2/1, du même Code, insérée par l'article 33, il est inséré un article 65/3 rédigé comme suit:

Art. 32

Het opschrift van Hoofdstuk V van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Afstamming, adoptieve afstamming en afstamming na zwangerschap voor anderen”.

Art. 33

In Hoofdstuk V van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 2/1 ingevoegd, luidende:

“Afstamming na zwangerschap voor anderen”.

Art. 34

In Hoofdstuk V, afdeling 2/1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 33, wordt een artikel 65/1 ingevoegd, luidende:

“Internationale bevoegdheid inzake afstamming na zwangerschap voor anderen.

Art. 65/1. Artikel 61 is van toepassing op de vorderingen over de vaststelling van afstamming na zwangerschap voor anderen.

In afwijking van artikel 61, 3° is de Belgische rechter bevoegd indien het kind of de persoon ten opzichte van wie de afstamming wordt aangevoerd of betwist, bij de instelling van de vordering Belg zijn.”.

Art. 35

In Hoofdstuk V, afdeling 2/1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 33, wordt een artikel 65/2 ingevoegd, luidende:

“Recht toepasselijk op de afstamming na zwangerschap voor anderen.

Art. 65/2. De vaststelling en de betwisting van de afstammingsband ten opzichte van een persoon na zwangerschap voor anderen in België worden beheerst door het Belgisch recht.”.

Art. 36

In Hoofdstuk V, afdeling 2/1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 33, wordt een artikel 65/3 ingevoegd, luidende:

“Établissement de la filiation après gestation pour autrui à l'étranger.

Art. 65/3. § 1^{er}. Une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique établi par une autorité étrangère dans lequel la filiation d'un enfant est établie après gestation pour autrui sont reconnus si, outre le respect des conditions prévues à l'article 25, dans le cas d'une décision judiciaire, et aux articles 18 et 21 dans les autres cas, les conditions suivantes sont remplies:

1° une décision judiciaire sert de base à l'établissement de l'acte mentionnant la filiation;

2° la personne porteuse a donné son consentement libre et éclairé;

3° la personne porteuse et le(s) futur(s) parent(s) ont bénéficié d'un accompagnement psychologique;

4° les conditions d'âge visées à l'article 6 de la loi sur la gestation pour autrui sont remplies;

5° les données concernant la personne porteuse sont retraçables pour l'enfant, du moins après un certain délai;

6° le ou les parents d'intention sont les parents juridiques de l'enfant et il existait une possibilité légale pour la personne porteuse de contester cette parentalité;

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la reconnaissance est également possible si le ou les parents d'intention, tant au début de la gestation pour autrui, qu'à la naissance et que lors de la décision judiciaire ou de l'établissement de l'acte, avaient leur résidence habituelle à l'étranger depuis au moins un an et que la filiation du ou des parents d'intention à l'égard de l'enfant a été établie dans cet État.

§ 3. Le ou les demandeurs produisent la convention étrangère en vue de la gestation pour autrui ou l'acte de naissance original mentionnant la personne porteuse lors de leur demande de reconnaissance de la filiation après gestation pour autrui.

L'autorité dont la reconnaissance a été sollicitée peut demander tout document ou preuve authentique dont il ressort que les conditions posées au paragraphe 1^{er} ont été respectées dans le chef du ou des intéressés.

§ 4. Si la reconnaissance de la décision judiciaire étrangère ou d'un acte authentique établi par une autorité étrangère n'est pas possible en vertu des paragraphes 1^{er} et 2, le tribunal de la famille de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle des parties intéressées

“Vaststelling van afstamming na zwangerschap voor anderen in het buitenland.

Art. 65/3. § 1. Een buitenlandse rechterlijke beslissing of een door een buitenlandse overheid opgestelde authentieke akte waarin de afstamming van een kind na zwangerschap voor anderen wordt vastgesteld, wordt erkend, afgezien van de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 25, in het geval van een rechterlijke beslissing, en in de artikelen 18 en 21, in de andere gevallen, als voldaan is aan volgende voorwaarden:

1° een rechterlijke beslissing vormt de basis voor de opmaak van de akte waarin de afstamming wordt vermeld;

2° de draagpersoon heeft een vrije en geïnformeerde toestemming gegeven;

3° de draagpersoon en de wensouder(s) hebben een psychologische begeleiding gevolgd;

4° de leeftijdsvoorwaarden bedoeld in artikel 6 van de wet over de zwangerschap voor anderen zijn voldaan;

5° de gegevens over de draagpersoon zijn achterhaalbaar voor het kind, minstens na een bepaalde termijn;

6° de wensouder(s) zijn de juridische ouders van het kind en er bestond een wettelijke mogelijkheid voor de draagpersoon om dit ouderschap te betwisten;

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 is de erkenning ook mogelijk indien de wensouder(s), zowel bij de aanvang van de zwangerschap voor anderen, bij de geboorte als bij de rechterlijke beslissing of bij de opmaak van de akte hun gewone verblijfplaats gedurende minimum één jaar in het buitenland hadden en de afstamming van de wensouder(s) ten aanzien van het kind in die Staat tot stand is gekomen is.

§ 3. De verzoeker(s) leggen de buitenlandse overeenkomst met het oog op zwangerschap voor anderen dan wel de oorspronkelijke geboorteakte met vermelding van de draagpersoon voor bij hun verzoek tot erkenning van de afstamming na zwangerschap voor anderen.

De autoriteit om wie tot erkenning werd verzocht kan ieder authentiek stuk of bewijs waaruit blijkt dat in hoofde van de betrokkene(n) is voldaan aan de in paragraaf 1 gestelde voorwaarden opvragen.

§ 4. In geval de erkenning van de buitenlandse rechterlijke beslissing of een door een buitenlandse overheid opgestelde authentieke akte niet mogelijk is volgens paragrafen 1 en 2, moet de familierechtbank van het arrondissement van de woonplaats of gewone verblijfplaats

doit statuer sur ceux-ci, conformément à la procédure visée à l'article 23.

§ 5. Si la filiation après gestation pour autrui est reconnue à l'étranger, l'officier de l'état civil établit un acte de naissance belge sur la base de l'acte étranger.”.

CHAPITRE 5

Entrée en vigueur

Art. 37

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

van de belanghebbende partijen zich hierover uitspreken, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 23.

§ 5. Indien de afstamming na zwangerschap voor anderen in het buitenland wordt erkend, maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand een Belgische akte van geboorte op basis van de buitenlandse akte op.”.

HOOFDSTUK 5

Inwerkingtreding

Art. 37

Deze wet treedt in werking op 1 januari 2025.

18 april 2024

Robby De Caluwé (Open Vld)
Maggie De Block (Open Vld)
Christian Leysen (Open Vld)
Goedeke Liekens (Open Vld)
Tania De Jonge (Open Vld)